

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RACHAT DES PÉAGES

AU XVIII^{me} SIÈCLE

D'APRÈS LES PAPIERS DU BUREAU DES PÉAGES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 24 Novembre 1925, à 2 heures

. PAR

Jeanne BOUTEIL

Président : M. Olivier MARTIN.

Suffragants : { M. MEYNIAL. professeur.
M. Ernest PERROT, agrégé.

SOCIÉTÉ ANONYME
DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

LÉON TÉNIN, Directeur de la Librairie

1925



LE RACHAT DES PÉAGES

AU XVIII^{me} SIÈCLE

D'APRÈS LES PAPIERS DU BUREAU
DES PÉAGES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RACHAT DES PÉAGES

AU XVIII^{me} SIÈCLE

D'APRÈS LES PAPIERS DU BUREAU DES PÉAGES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 24 Novembre 1925, à 2 heures

PAR

Jeanne BOUTEIL

Président : M. Olivier MARTIN.

Suffragants : { M. MEYNIAL. professeur.
 { M. Ernest PERROT, agrégé.

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

LÉON TÉNIN, Directeur de la Librairie

1925



A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

Le but que nous nous sommes proposé d'atteindre en étudiant la question du rachat des péages au xviii^e siècle, a été de tenter d'éclaircir un point qu'on laisse généralement dans l'ombre. Sans doute, d'éminents historiens se sont occupés des péages pour en signaler à la fois le grand nombre et le danger qu'ils faisaient courir au commerce et à l'industrie de la France ; mais les mesures prises par la Royauté pour supprimer ces entraves regrettables n'ont pas été étudiées, ou tout au moins ne l'ont-elles été que partiellement.

En écrivant cette thèse nous nous sommes presque exclusivement inspiré des Papiers du Bureau des Péages, commission extraordinaire du Conseil du Roi, chargée de vérifier et de supprimer les péages. Ces papiers, qui sont conservés aux Archives Nationales, se trouvent principalement dans les nombreux cartons de la série II⁴,

dont nous donnons la liste dans la bibliographie, et dans la série V^r, série contenant les arrêts se rapportant aux Péages.

Qu'il nous soit permis d'exprimer toute notre respectueuse gratitude à M. Olivier Martin, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, qui nous a donné l'idée d'entreprendre cette étude : ses précieux conseils nous ont permis de la mener à bonne fin.

INTRODUCTION

La question de la suppression et du rachat des péages que nous nous proposons d'étudier spécialement au XVIII^e siècle, est une de celles dont le pouvoir royal se préoccupait depuis longtemps. Depuis le XIII^e siècle déjà, le Roi désirait vivement débarrasser le commerce de ces entraves gênantes et les particuliers de ces taxes parfois élevées. Ces efforts dispersés et assez souvent contradictoires n'aboutirent pas : les péages subsistèrent. Ce n'est que sous le règne de Louis XV que l'on se décida à examiner de près et à résoudre dans la mesure du possible ce difficile problème.

Difficile, il l'était à plus d'un titre. Pour nous en convaincre, voyons d'abord ce que les auteurs du XVIII^e siècle entendaient par droits de péage. Nous empruntons cette définition à un *mémoire* sur les Péages conservé aux Archives Nationales⁽¹⁾:

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2933.

« Les péages sont une charge publique et ils doivent leur naissance soit au désordre occasionné par les guerres, soit à la nécessité d'établir des communications d'une ville à l'autre ».

Cette double origine des Péages, que l'on retrouve mentionnée un peu partout au XVIII^e siècle, vaut qu'on s'y arrête.

Primitivement, le péage n'est qu'une variante du droit de douane et est perçu par l'autorité publique vers le IV^e siècle sous des noms divers : c'est un impôt. Mais cet impôt, à l'époque franque, peut-être perçu à tort, irrégulièrement, par des particuliers. On l'exige, en outre, des étrangers, ce qui est contraire à la loi, puisque le *teloneum* est un impôt. Aussi, dès l'année 755, le *capitulaire de Verneuil*, dans son chapitre 22^a défend-il qu'on les lève sur les *peregrini* et dans les lieux où il ne doit pas en exister. Cette disposition n'eut pas grand effet puisqu'en 821 un *nouveau capitulaire* réglementa la perception de cette taxe dans les termes les plus minutieux. On ne doit pas l'exiger sur les ponts, à moins d'usage contraire établi depuis un temps immémorial, ni dans tous les cas où l'on transporte une denrée servant à l'utilité générale, le tout sous peine d'une amende

de 60 sous. Les fidèles de l'empereur en étaient dispensés.

Après ce capitulaire, nous ne trouvons plus de *nouvelles réglementations* jusque sous le règne de *Saint-Louis*.

C'est que le pouvoir central s'affaiblit, les seigneurs en recueillent ou s'en attribuent des parcelles ; les uns, forts de leur puissance, imposent aux marchands et aux voyageurs une contribution volontaire pour passer sur leur domaine. C'est ce que les historiens du temps appellent une « mauvaise coutume » ; d'autres, s'ils imposent cette contribution y ont du moins quelque droit : ils refont les ponts, entretiennent les routes et, à l'époque où les brigands infestent les campagnes, défendent les voyageurs pendant la durée de leur passage ; du reste les seigneurs s'acquittaient fort mal de cette double charge.

Avec le renforcement du pouvoir central, la deuxième raison d'être des péages disparut peu à peu : au Roi seul appartient de faire régner l'ordre sur le territoire ; en revanche, il imposera les négociants pour prix de cette sûreté des péages royaux ou domaniaux. C'est ce que dit une ins-

truction de 1372 : « les allants et venants sont sous la protection royale ».

Quant aux péages seigneuriaux imposés par une mauvaise coutume ou par quelque droit, ils subsistèrent.

C'est seulement en 1268 que Saint-Louis parle pour la première fois, et timidement, de supprimer certains péages (1).

Il décide que les marchands ne peuvent être contraints de les payer s'ils trouvent passage ailleurs.

Les *Etablissements de Saint-Louis de 1270* admettent que le Seigneur ne paie pas le droit de péage.

Les mêmes *Établissements* (2) réglementent l'amende due au cas où un marchand « trespasse paage ».

Voici, à ce sujet, le texte intégral, paragraphe 145 du livre II, des *Etablissements de Saint-Louis*.

« Si un marchand passe sans payer le droit de « péage et que ceux qui sont préposés à la recette « du droit le prennent et lui disent : vous vous « en allez sans payer le droit de péage, nous vou-

(1) ISAMBERT, I, 338.

(2) ISAMBERT, II, 361. Les *Etablissements de Saint-Louis*.

« lons en avoir justice et que vous satisfassiez à
« l'amende.

« Si le marchand répond : Sire, j'ignorais que
« je dusse payer ici le droit de passage et je ferai
« ce que je devrai. On pourra lui ordonner de jurer
« qu'il ne savait pas qu'il fut dû un droit de pas-
« sage : il en fera le gage de sa loi, payera le droit
« qui est dû et en sera quitte pour cela. Mais s'il
« n'ose jurer, il paiera 60 sous d'amende à celui
« à qui appartient le chemin ; mais un marchand
« qui, conduisant ses marchandises par eau, ne
« paye point les droits qui sont dus, perd de droit
« son bateau et les marchandises qui sont de-
dans ».

Une *ordonnance de* 1309 (1) (20 avril), ordonne pour éviter les abus, que les péages, ainsi que les prévôtés, seront baillés à ferme, à personnes qui ne pourront demander de dommages intérêts au cas où, par fait de guerre ou autrement, la perception s'en trouverait arrêtée. Parfois, la quotité du droit était établie par un commun accord ; ainsi en 1351 (2), *des lettres royales* homologuent un accord fait entre les officiers du Roi et les mar-

(1) ISAMBERT, III, 1.

(2) ISAMBERT, IV, 650.

chands sur la Seine à propos des marchandises soumises au droit.

Nous voyons ainsi que si par un côté, la Royauté cherchait à supprimer certains péages, d'autre part elle les encourageait en les donnant à ferme, car elle était prise dans ce dilemme : supprimer tous les péages, c'était spolier les seigneurs d'un profit auquel ils tenaient beaucoup et qu'ils avaient quelque droit à percevoir s'ils entretenaient routes et ponts. Les supprimer en les indemnisant, quelle lourde charge pour le trésor royal ! Et puis, ne risquerait-on pas d'indemniser à tort des usurpateurs ?

Ce classement nécessaire ne fut entrepris que très partiellement et au fur à mesure des besoins les plus pressants, des réclamations les plus vives

Ainsi le péage d'Aix, établi en 1237 par Bé-ranger, comte de Provence (1), doit rapporter au monastère de Saint-Barthélemy la somme de 325 livres par an ; mais comme les habitants s'en plaignaient, les officiers de la Cour Souveraine et les habitants d'Aix en sont exemptés en 1294 et les années suivantes ; puis ceux de Toulon, Colmar, Beauvezet, Martigues et autres lieux,

(1) Guyot, XIII, p. 31.

si bien que le Prieur ne pouvait plus toucher ses 325 livres. On le rétablit en 1402, et il n'est supprimé définitivement qu'en 1685.

C'est également sur des réclamations, qu'en 1367 (1) Charles V ordonne la suppression de tous les nouveaux péages.

En 1380 (2), le roi, sur « la griève plainte » des marchands fréquentant la Loire, qui assurent que Philippe de Valois a octroyé de nouveaux droits de péage sans mentionner l'élévation des anciens, décide que ces droits octroyés ou usurpés seront révoqués.

Les marchands disaient ne plus pouvoir fréquenter la rivière, et qu'ils préféreraient abandonner leur marchandise.

En Mars 1404 (3), le roi *nomme des Commissaires* pour informer dans le Dauphiné sur les titres, la qualité des péages et la manière d'en jouir. Il était naturel que ces péages étant incommodes au peuple, le plus grand nombre d'individus essayassent de s'y soustraire. Une ordonnance de 1410 porte que seuls les officiers

(1) ISAMBERT, V, 303.

(2) ISAMBERT, VI, 371.

(3) ISAMBERT, VII, 97.

ordinaires du Roi jouiront de l'exemption de péages.

L'*ordonnance Cabochienne de Mai 1413* (1) se plaint de ce que les seigneurs perçoivent des péages et ne font rien « pour soutenir les ponts, ports, chemins et chaussées ». L'ordonnance ne les supprime pas, mais ordonne que ces seigneurs devront accomplir leurs obligations dans l'année qui suivra sa publication.

En *Mai 1430* (2), le roi révoque une fois de plus les péages établis sur la Loire depuis 60 ans par quelque personne ou sous quelque prétexte que ce soit. Il ordonne, en outre, de poursuivre au criminel ceux qui auront établi ces péages, sans préjudice de la restitution des sommes induement perçues par eux. Mais ces ordres ne furent pas exécutés jusqu'en 1448 (3), le Roi dut les réitérer. L'*ordonnance de Novembre 1449* (4), interdit aux Seigneurs d'augmenter les droits de péage, mais ne parle pas de suppression.

C'est ce que le roi fait cependant en *Septembre 1444* pour les rivières de France, Champagne et

(1) ISAMBERT, VII, 377.

(2) ISAMBERT, VIII, 760.

(3) ISAMBERT, IX, 3.

(4) ISAMBERT, IX, 69.

Brie. Isambert ajoute en note (1) : « Les péages « avaient presque entièrement détruit le commerce intérieur qui se faisait par ces rivières ».

Les Etats de Languedoc, en Juin 1456, se plaignaient de ce que les péages ruinent le commerce. « Là, disent-ils, où il y a 16 ans on aurait pu lever une aide de 100.000 francs, on ne saurait le faire « aujourd'hui de 10.000 ».

Comme les ordonnances précédentes étaient restées sans effet, on en réitère la substance, en *Mai* 1448 (2). Les péages établis ou augmentés depuis 60 ans sont abolis. Louis XI, pour assurer plus facilement le ravitaillement de Paris, exempte du péage les pains et autres marchandises qui y sont conduits (3), il interdit également de percevoir un péage quelconque, à moins qu'il ne soit établi par titre ancien.

Pendant la minorité de Charles VIII, l'ordonnance du 8 *mars* 1484 (4) confirme l'ordonnance de 1430 ; puis en *Juillet* 1498, *nouvelle ordonnance*.

(1) ISAMBERT, IX, p. 120.

(2) ISAMBERT, IX, 174.

(3) ISAMBERT, X, 695.

(4) ISAMBERT, XI, 97.

En 1532, tous les péages imposés par les Seigneurs depuis 100 ans sont révoqués (1).

En Mai 1579, on abolit ceux qui ne sont fondés sur aucun titre.

Au xvi^e siècle, les auteurs qui se préoccupent de la question posent alors ce principe : Pour percevoir le droit de péage, le Seigneur doit avoir une concession du Roi ou un titre qui le fasse présumer, car on se trouve en présence d'une charge publique. C'est ce que disent notamment Baquet et Choppin, qui voudraient faire considérer partout le droit de péage comme un droit *royal*.

Choppin (2) écrit au titre 1^{er} de son traité du Domaine : « seul le souverain peut établir des « péages sur la mer ; quant aux péages sur les rivières, ils ne s'appliquent qu'au Roi, s'il n'en « a pas fait concession ; tant qu'il tire son origine « de l'autorité du roi il est domanial », (cela semble bien être inexact historiquement). « Cependant, « ajoute-t-il, quelques péages ont été établis par « un long usage ou par la coutume ; la possession « ininterrompue pendant 10 ans suffit à l'égard « du Roi ; quant aux particuliers, ils devront

(1) ISAMBERT. T. XII. 373.

(2) *Œuvres*, Paris, 1652., II, p. 11.

« prouver la concession, ce qui entraîne pour le
« Seigneur le devoir d'entretenir les routes et
« les ponts » (1).

L'ordonnance de Blois, dans son article 282, décide que nul seigneur ne peut imposer un nouveau péage sans la permission du Roi.

Ces théoriciens dénonçaient le mal qui frappait le commerce, mais de solutions d'ensemble point.

Cependant, Henri IV et Louis XIII se décidèrent à instituer *quelques commissions* pour vérifier les titres des propriétaires de péages, mais malheureusement leurs pouvoirs furent restreints à quelques provinces. Les Etats Généraux de 1614 avaient déjà soulevé cette question. En 1631, Louis XIII *créa une autre commission* qui devra s'attacher à *supprimer les péages de la Loire* établis sans titre. *27 péages furent ainsi abolis* entre Orléans et Nantes ; c'était un résultat certes, mais combien médiocre en comparaison du grand nombre de péages qui subsistaient encore et qui avaient la vie dure.

Mais sous le règne de Louis XIV tout aurait pu changer sous l'inspiration directe et les heu-

(1) Ordonnance d'Orléans, article 107.

reux conseils de Colbert. Ce grand ministre voyait les inconvénients multiples occasionnés au commerce qu'il s'était donné pour mission de développer et de protéger. Aussi se mit-il en devoir de réprimer les usurpations des propriétaires de péages et de chercher les moyens de faire disparaître tous les obstacles à la navigation des rivières (1).

Dès 1661, un *arrêt du Conseil ordonne* aux propriétaires de remettre leurs titres aux intendants des provinces.

En 1662, un *autre arrêt* commet M. de Champigny, intendant du Lyonnais et du Dauphiné, pour vérifier les péages sur le Rhône, la Saône, la Garonne et les rivières qui s'y jettent.

Le 31 janvier 1663 (2) une *déclaration* exempte les établissements religieux de ces droits de péages. Cette déclaration dit formellement que les péages ne sont établis que pour l'entretien des ponts, des chaussées, du nettoiemment des rivières : quant à la sécurité, c'était une autre charge. Elle en exempte les marchandises et munitions trans-

(1) GODARD, *Les Intendants sous Louis XIV*, chap. XI, § 3, p. 347.

(2) ISAMBERT, XVIII, 22.

portées pour les troupes et les vaisseaux. De plus, les commis et préposés à la perception des péages doivent délivrer des quittances des sommes qui leur ont été payées, quand elles excèdent 5 sols.

La grande ordonnance sur les eaux et forêts d'Août 1669 (1) ordonna la suppression, sans indemnité, des péages établis depuis 100 ans sans titre.

Cette vérification devait avoir lieu par devant les grands maîtres des eaux et forêts.

Ces mesures plus ou moins efficaces qui condamnaient les péages dans leur principe, ne les empêcha pas de subsister dans toute l'étendue du Royaume.

En 1670 le Roi accorda *décharge* de la moitié des droits de *péage* pour les grains transportés par voie fluviale.

En 1672 les Intendants des Provinces des cinq grosses Fermes reçurent injonction de tenir la main à l'exécution d'un arrêt déchargeant de tous droits sur les grains qui sortiraient par ces Provinces (2).

Après la mort de Colbert, l'œuvre de réforme

(1) Titre XXIX, art. 1^{er}, ISAMBERT, XVIII, p. 294.

(2) GODARD, *Les Intendants sous Louis XIV*, chap. XI, § 3, p. 347 et suiv.

parut se ralentir ; elle reprit au commencement du XVIII^e siècle. Les procès-verbaux du *Conseil du commerce* (1) nous en ont conservé le souvenir. Le 27 juin 1701 on y discute sur une proposition de suppression des péages. Cela semble s'être produit à la suite d'une intervention au Conseil du commerce d'un député du Languedoc : il proposait de *supprimer* les péages — il n'établit pas de distinction entre ceux qui ont été usurpés ou ceux qui s'appuient sur un titre.

Une autre proposition, dont nous ne connaissons pas l'auteur, suggère de supprimer les péages *particuliers* pour la facilité de la navigation.

Puis ce sont les députés de Rouen, Bordeaux, Lyon, Nantes, qui demandent qu'on examine les moyens par lesquels on pourrait *rembourser* les propriétaires de péages.

Tout cela se passait le 14 janvier 1701. Le 1^{er} avril de la même année, la difficulté que les négociants rencontrent dans leur commerce par les péages des Seigneurs donne lieu à Messieurs les commissaires de nommer en vertu de la décision prise en séance du 14 janvier des députés pour

(1) BONNASSIEUX et LELONG, *Procès-verbaux du Conseil du commerce*.

examiner les moyens par lesquels on pourrait rembourser les propriétaires.

Nous ignorons ce qu'il advint de cette *Commission*, dont on avait nommé les membres le 10 juin 1701.

Un *arrêt du Conseil d'Etat* du 4 avril 1702, reprend l'examen de la question. Cet arrêt ordonne que dans les trois mois du jour de la publication, tous ceux qui prétendent un droit de péage sur la Loire et ses affluents devront représenter leurs titres, non plus devant les maîtres des Eaux et Forêts, ni devant les commissaires désignés à cet effet en 1701, mais devant les intendants des provinces. Il suffit du reste de jeter un coup d'œil sur la correspondance des intendants et de leurs subdélégués (1), pour voir quelle place cette question des péages tenait dans leurs préoccupations. Ils adressent au Secrétaire d'Etat, rapports sur rapports, dans lesquels ils donnent leur avis sur les péages en estimant, dans chaque cas particulier, ce qu'il en coûterait au Trésor pour leur *rachat* — car les plaintes devenaient chaque jour plus vives.

(1) A. DE BOISLISLE, *La correspondance des Intendants sous Louis XIV.*

Un arrêt du 27 avril 1709, *supprime le droit de péage en Auvergne*. Le chapitre de Brioude continue à le percevoir et allègue que l'on n'a pas supprimé le droit de « leude », car pour ajouter encore à la difficulté du rachat, ce droit était perçu dans les différentes provinces sous des noms multiples. On l'appelle parfois *barrage*, car généralement il y a une barrière à l'endroit où il se perçoit (sur cette barrière doit être fixée la « pancarte », indiquant le montant du droit à percevoir), ou *pontonnage* et *pontage*, parce que souvent il se perçoit sur les ponts ; *travers* parce qu'il est dû pour passer d'un lieu dans un autre ; — *vignage*, corruption de viage de — via — ; dans le Languedoc on l'appelle « leude », d'où la discussion (1).

Les hommes même compétents se trouvaient parfois embarrassés pour distinguer les péages des autres droits (2).

Sur la Saône, on les confondait avec les octrois, en Anjou et Touraine, ils avaient nom : prévôtés, etc...

La variété de ces différents noms était un obstacle à la suppression des péages. Ceux-ci se main-

(1) *Archives Nationales*, G⁷ 1640.

(2) *Ex¹¹*, 7 à 9. *Arch. Nat.*

tenaient sous le couvert de noms qui semblaient désigner des droits tout autres. La question en 1709 restait pendante.

Retenons cependant de ces faits une constatation intéressante, c'est l'incohérence et la bonne volonté, tout ensemble, dont font preuve les réformateurs. L'un propose la suppression pure et simple ; l'autre ne parle que des péages seigneuriaux, un troisième propose de racheter tous les péages ; du moins ne dit-il pas que les *péages royaux* devront être épargnés. C'est qu'en effet ces péages qu'on appelle alors *domaniaux*, rapportent au Trésor royal, dans des temps difficiles, des sommes non négligeables. Ces péages, le Roi les avait trouvés établis quand il réunissait des fiefs à la couronne, il les laissa subsister. « Comme tous les revenus du Roi sont à ferme, sauf la taille et les bois », ces droits étaient perçus par des fermiers ou engagistes, qui en gardaient pour eux une bonne part. Le Roi eut dû commencer par abolir ceux-là : mais les guerres de Louis XIV et surtout la guerre de succession d'Espagne avaient ruiné le Trésor. A côté des impôts nouveaux, des expédients financiers, on *doubla* les droits de péage par une déclaration du 29 décembre 1708, suivie par plu-

sieurs autres. Nous trouvons dans de Boislisle (1), une lettre de M. Ravat, prévôt des marchands de Lyon, au contrôleur-général, datée du 15 janvier 1709. Il exprime l'inquiétude de la Chambre du commerce au sujet du *doublement des péages*, particulièrement désastreux pour Lyon, qui, placé sur deux rivières, paie plus de 30^o/_o pour les marchandises venant d'Arles, et plus de 40 % pour les marchandises y descendant.

En 1711, une *déclaration du 15 décembre* ordonne la levée du doublement des droits pendant cinq ans à dater de l'expiration des sept années qui ont commencé au 1^{er} mars 1709, car les adjudications de péages avaient été faites pour sept ans au profit du Roi devant un commissaire spécialement désigné ; pareille mesure avait été déjà prise en 1606, moins longtemps que ne le prévoyait la déclaration de 1711.

Disons cependant que ce doublement ne devait pas subsister bien longtemps. En août 1711, c'est-à-dire avant la fin de la guerre, le Roi supprime ce doublement à partir du 1^{er} octobre de la même année.

Après la mort du grand Roi et la signature

(1) DE BOISLISLE, p. 202.

de la paix, le *Régent* reprit les projets précédents, mais sans plus de succès.

Un arrêt *du Conseil d'Etat* du 24 avril 1717, ordonne que les propriétaires de droits de péages sur la Seine devront représenter leurs titres et leurs tarifs avant le 1^{er} septembre suivant devant les intendants et les grands maîtres des Eaux et Forêts.

Un arrêt *du Conseil* du 27 avril 1717, renouvelant celui du 24 avril 1717, ordonne aux particuliers de représenter leurs titres devant les Intendants.

La raison de cette mesure ? C'est toujours la même : les droits de péage augmentent les frais et gênent le commerce.

En voici un exemple tiré du commencement du règne de Louis XV, que nous trouvons dans les *Ephémérides du citoyen*, publiées par l'abbé *Beau-deau*, disciple des Physiocrates (1).

Nous y retrouvons l'histoire d'un muid de vin transporté par eaux de Roanne à Paris. Ce document officiel a été rédigé par un sieur Blanchet, commissaire de police sur les quais et port de Paris.

(1) *Ephémérides du citoyen*, t. V, 1775, cité dans BRISSAUD, p. 942.

Cette marchandise achetée à Roanne, vient du Roussillon et du Dauphiné et a déjà acquitté des droits de douane à Valence et Lyon.

Au départ de Roanne des droits sont exigés à Artais, à Giverdon, à Digoin. Octroi à Decize.

Cinq Péages différents à Nevers. Un Péage au maire et échevins. Deux Péages aux Seigneurs. Un Péage à l'évêque. A La Charité trois nouveaux Péages.

A Cosne deux péages : l'un au profit du comte de Conti, l'autre à celui des religieuses de l'Annonciade de Nemours.

A Orléans un Péage pour le duc d'Orléans et un autre pour les chanoines d'une église à Orléans. A Moret, Péage pour les seigneurs de Notre-Dame de Moret.

A Melun, Péage pour le duc de Villiers.

L'expérience n'a pas été poussée plus loin.

L'arrêt du 27 avril 1717 avait une portée générale : il n'en est pas de même de celui du 1^{er} septembre 1717, qui ordonne la représentation des titres de péages sur la Seine et ses affluents.

Cet arrêt, comme tous les autres, n'eut que des résultats minimes, pour ne pas dire nuls.

D'autres mesures s'attachèrent à rendre plus

claire la perception de ce droit. Un des péages les plus anciens, et, de ce fait, le plus difficile à percevoir équitablement était celui connu sous le nom de *Péage de Péronne*. Une *déclaration royale du 5 janvier 1723* (1), fixe d'une manière uniforme la quotité du droit : 2 % sur toutes les marchandises, depuis le Pont d'Arches, jusqu'à Mézières. Mais des réclamations s'élevèrent sur la quotité de ce droit. Le 3 *décembre 1724*, une *nouvelle déclaration* le fixe à 6 deniers par livre des droits du tarif de 1664, en en affranchissant les marchandises qui entrent par mer dans les ports de Calais, Saint-Valéry et autres.

Quelle était donc la raison pour laquelle ces mesures, à la fois justes et salutaires, avaient si peu d'efficacité ? C'est que les propriétaires des péages étaient fort peu pressés de « représenter » leurs titres. Ce n'est pas là l'unique raison de l'échec de ces réformes. On avait confié l'examen des titres, la vérification et la suppression des péages à des fonctionnaires divers qui manquaient d'esprit de suite. La grande ordonnance sur les Eaux et Forêts de 1669, rendait compétents pour

(1) Guyot, *V^o Péages*, XIII, p. 31.

ces affaires les maîtres des Eaux et Forêts, l'arrêt du Conseil du 4 avril 1702 charge les Intendants de la vérification des titres des particuliers.

Il y avait aussi des officiers royaux, dits Trésoriers de France. *L'ordonnance de 1508, article 18*, leur donne pouvoir de surveillance sur les Péages (1). Ces personnages manquaient également de l'autorité nécessaire pour faire exécuter leurs décisions. Il fallait donc saisir une juridiction d'un ordre plus élevé, qui se spécialiserait dans la question des péages.

Ce fut ainsi que le pouvoir royal créa, le 29 août 1724, une *commission spéciale*, appelée *Bureau des Péages*.

(1) Th. GOUAISLIN, p. 39.

CHAPITRE PREMIER

LE BUREAU DES PEAGES SOUS LOUIS XV

1. — CRÉATION, COMPOSITION, BUT, COMPÉTENCE DE CE BUREAU

La création du Bureau des Péages avait été précédée d'un *rapport* formant comme un exposé des motifs (1). Son auteur est plutôt favorable aux péages « qui ont résisté aux vicissitudes des choses et à la multitude des plaintes », ce qui semble prouver qu'ils ont une utilité réelle et que ceux qui les déterminent accomplissent fidèlement les charges leur incombant . « Si ce droit, continue le rapporteur, est parfois rigoureux, ce n'est pas toujours une raison pour l'abolir, ou bien il faudrait renverser la théorie du droit féodal et du droit public ». Il prévoit les nombreuses diffi-

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2933.

cultés auxquelles se heurtera la commission : aussi, le législateur devra-t-il s'attacher d'abord à distinguer les *propriétaires légitimes des usurpateurs*, conserver les droits des uns, anéantir ceux des autres et préparer enfin la suppression des péages que l'authenticité des pièces aurait contraint de conserver.

Tel est donc le but de la future commission : vérifier les titres des propriétaires, supprimer les péages mal fondés, respecter les autres, mais les évaluer de manière à pouvoir, par la suite, les supprimer à leur tour, en indemnisant leurs légitimes propriétaires.

Le rapporteur se demande ensuite pourquoi l'on n'a pas confié cette besogne aux juges ordinaires. « C'est que, dit-il, l'importance de leurs fonctions « ne leur eût pas permis de seconder l'entreprise « du Gouvernement ». Il y faut des spécialistes, uniquement attachés à cette tâche.

C'est en vertu de ces considérations, poussé par l'opinion publique et par une longue histoire de réformes partielles et peu efficaces à un moment, ne l'oublions pas, où la situation financière s'améliorait, que Louis XV, le 29 août 1724, se décida à créer la commission du *Bureau des Péages*. Ce

Bureau, que l'on nomme parfois aussi *Commission des Péages*, est une *commission extraordinaire du Conseil d'Etat* créée par l'arrêt du Conseil, du 29 août 1724 (1), pour examiner et vérifier les titres de tous les propriétaires de péages dans le Royaume.

En effet, le véritable travail du Conseil d'Etat se fait dans les bureaux, qui sont de deux sortes : les bureaux ordinaires et extraordinaires.

Les *bureaux ordinaires*, qui remontent à Henri III, sont réglementés depuis le 26 juin 1627.

Nous trouvons en 1686 (2), au *Conseil des Parties*, un bureau pour les affaires de la commission des Finances ; un 2^e bureau pour les affaires concernant les aides, les entrées, les domaines ; un 3^e pour les gabelles et les 5 grosses fermes ; un 4^e pour le 8^e denier et les communautés ecclésiastiques et séculaires, et un 5^e bureau pour les affaires de Finances autres que le 8^e denier et que celles des gabelles, des aides, etc... Dans ce bureau se trouvaient entre autres : Daligre, de la Reynie, Le Peletier, de Breteuil.

Parmi ces bureaux ordinaires, au nombre de 10

(1) *Arch. Nat.*, V¹, 90.

(2) *Arch. Nat.*, Lf²¹ I.

en 1700, trois s'occupent particulièrement des finances. Le 3^e examinait les affaires touchant les gabelles, les tailles et « autres droits (1) » : Cela pouvait comprendre les Péages. A côté de ces bureaux existent des commissions ou *bureaux extraordinaires*, qui n'ont pas le caractère permanent.

Le nombre de ces bureaux est très variable : on les augmente, on les supprime à volonté ; ils sont très recherchés, car ils rapportent à ceux qui en font partie 3.000 livres de supplément par an (2).

L'ARRÊT DU 29 AOÛT 1724 (3) a pour but de confier à une de ces commissions extraordinaires, l'examen et la vérification des titres de tous les propriétaires de péages existant dans le royaume.

Le *préambule* de cet arrêt, que nous trouvons dans la série V⁷ des dossiers des *Archives*, précise les maux que les péages occasionnaient au commerce. D'abord, ces droits perçus par les seigneurs augmentent considérablement le prix des denrées nécessaires à la vie, et causent des retards par le

(1) Voyez BOISLISLE, *Mémoires de Saint Simon*, t. IV, p. 121, et GUILLARD, *Histoire des Conseils sous Louis XIV*, p. 44.

(2) DE BOISLISLE, *Conseils sous Louis XIV*, p. 47 et suiv.

(3) *Arch. Nat.*, V⁷, 90.

temps considérable que les voituriers doivent employer pour acquitter les droits... « Sa Majesté « étant informée qu'il se commet des abus dans la « perception de ces droits, et malgré les règlements..., commet, en 1724, les sieurs Foyon, « Machault, de Fortia, de Baussan, Augran, « Rouillié, Paris, Peyrève de Morac, Ombréval, « Berthelot, Arnould, à l'examen des titres des « propriétaires de droits de péage ».

Tous ces titres devaient être produits dans un délai de 4 mois, sous peine de suppression de tout péage, dont le maintien n'aurait pas été demandé dans ce délai. Les titres présentés devaient être examinés afin de pouvoir supprimer les péages perçus sans titre au delà de la période pour laquelle ils avaient été autorisés, de contraindre les collecteurs à respecter les tarifs et d'obliger les propriétaires à remplir les conditions généralement mises à la concession du péage.

Quant au mode de représentation des titres, voici en quoi il consistait : chaque propriétaire devait envoyer au greffe de la commission les copies collationnées et légalisées de leurs titres. Passé le délai de 4 mois prévu dans l'arrêt du 29 août, les propriétaires ne pourraient plus perce-

voir les péages s'ils ne justifiaient de la représentation par un certificat qui leur serait délivré par le greffier de la dite commission.

Cette commission, à vrai dire, était encore à l'état embryonnaire. Elle ne comprenait que huit membres et un greffier, c'était assez peu, si l'on songe au grand nombre de péages existant alors en France ; mais les propriétaires ainsi invités ne se hâtèrent pas d'obtempérer à l'ordre royal, ce qui n'empêcha pas de compléter ainsi le bureau. On y adjoignit un procureur général, par un *arrêt du Conseil*, en date du 13 mars 1725. Ce premier procureur général fut M. de Balosre, maître des requêtes (1). Il touchait 3.000 livres de traitement, plus 2.000 livres d'indemnités diverses. Au début, le Bureau des péages était composé de trois conseillers d'Etat et de sept maîtres des requêtes. C'est l'*Almanach royal* de 1724 qui nous fournit ce détail. Ce nombre n'allait pas tarder à être augmenté ; outre la création d'un procureur général, on ajouta, en 1725, un conseiller d'Etat et un maître des requêtes (2). En 1734, il com-

(1) *Arch. Nat.*, II⁴ 3142, Mémoire de l'avocat Guyénot.

(2) *Almanach royal*.

prend (1) : 5 conseillers d'Etat ; 9 maîtres des requêtes, 1 procureur-général.

En 1740 (2) : 6 conseillers d'Etat ; 8 maîtres des requêtes ; 1 procureur-général.

En 1766 (3) : 5 conseillers d'Etat ; 9 maîtres des requêtes ; 1 procureur général.

L'*Almanach royal* nous donne le titre exact dont on gratifie la commission : *Bureau des commissaires extraordinaires du Conseil chargés de la vérification des péages*.

Les commissaires et le procureur général étaient nommés par le Roi sur le rapport du contrôleur général.

Nous retrouvons dans la série H⁴ de nombreux *extraits des registres du Conseil d'Etat*, portant *nomination de commissaires*. Voici un exemple :

« Le Roy, voulant pourvoir à la place de procureur général au Bureau établi pour procéder à l'examen et à la vérification de tous les titres de droits de péages et autres, vacante par la nomination du procureur Fargès à l'intendance de

(1) *Almanach royal*.

(2) Bibliothèque Nationale, Lf¹⁷, 12.

(3) Bibliothèque Nationale, Lf¹⁷, 12.

(4) *Arch. Nat.*, H⁴ 3142.

Clermont en Auvergne ; ouï le rapport du sieur de Laverdy, conseiller ordinaire et contrôleur général des Finances, Sa Majesté, étant en son Conseil, a commis et subrogé le sieur Daniel de Fernay conseiller, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, pour, au lieu et place du sieur Fargès, faire les fonctions de procureur général au dit Bureau, etc. ».

Voici une *nomination* d'un *maître des requêtes* ; *arrêt du Conseil du 18 avril 1747* : « Sa Majesté a commis et commet le sieur Dufour de Villeneuve, au lieu et place du sieur de Montrevault, maître des requêtes pour le Bureau des Péages et passant à une charge de président au Parlement » (1).

Remarquons à propos de ces nominations que celles qui étaient toujours faites par le Roi devaient être entérinées par la Commission ; c'est ainsi que le 21 novembre 1740, les commissaires généraux ordonnent l'exécution d'un arrêt du Conseil du 1^{er} septembre 1740, nommant le sieur de la Châtaigneraie, maître des requêtes, pour venir avec les autres commissaires du Bureau des Péages.

(1) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

De même, nous trouvons (1) une minute de jugement où les commissaires généraux ordonnent, le 15 juillet 1747, que l'arrêt du Conseil du 1^{er} juin 1747, où M. Daligre, maître de requêtes, est nommé aux lieu et place de M. Moreau de Beaumont, sera exécuté.

Il appartenait au *contrôleur général* de régler en détail le fonctionnement du Bureau. Il le fit par une série de *décisions* en date des 14 juillet, 4 août, 30 octobre 1725 (2).

Ces décisions sont très intéressantes à la fois pour se rendre compte de la manière dont fonctionnait le bureau, et de l'esprit dans lequel les arrêts du 24 août 1724 et suivants avaient été conçus.

Dans l'article 1^{er} de la *décision* du 30 octobre 1725, le Contrôleur général dit que l'intention du Roi est de ne pas porter atteinte aux droits de péages, dont la possession est justifiée depuis 1569, quoique les titres originaux ne soient pas représentés. On estimait sans doute que de pareils péages qui avaient « résisté aux vicissitudes des temps » montraient quelque utilité et qu'exiger

(1) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

(2) *Arch. Nat.*, H⁷ 3142.

les titres originaux, c'eût été aller au-devant d'une impossibilité. Cependant, pour éviter les fraudes, la possession depuis 1569 devait être justifiée par titres authentiques. La possession ne devra pas avoir été interrompue de manière à ce qu'on puisse en présumer la non existence, la perte ou la prescription du droit (art. 2).

Quant à la quotité du droit de péage ainsi examiné, elle devra être prouvée de la même manière. Si la quotité ne peut être prouvée et s'il s'agit d'un péage ne provenant pas d'une concession royale, on la calculera en se basant sur le chiffre des grosses réparations, de l'entretien, des cas imprévus et de quelques bénéfices (art. 3).

L'article 4 nous dit que ces péages peuvent avoir été établis par l'autorité des rois des deux premières races et par ceux du Gouvernement de la troisième, auquel cas, ils devront être conservés.

L'article 5 prévoit des sanctions pour celui qui refuserait de rapporter les titres qu'il doit avoir entre ses mains : il doit être privé de son droit dans le délai que les commissaires lui ont imparti à cet égard.

Si les pièces qu'on produit à l'appui de la prétention ne sont pas assez nombreuses, elles peuvent

cependant être assez fortes pour qu'elles fournissent une preuve suffisante si l'on y adjoint la preuve testimoniale (article 6).

Nous savons que les droits à payer devaient être indiqués d'une manière apparente par des *pancartes*.

L'article 9 permet d'en confectionner de nouvelles, sans cependant qu'on puisse augmenter le tarif ancien.

Au surplus, ajoute l'instruction du Contrôleur général, les commissaires devront se référer à l'ordonnance de 1669 sur les Eaux et Forêts.

Mais les affaires concernant les droits de péage n'étaient pas les seules que le Bureau des Péages eût à juger.

Nous trouvons (1) toutes sortes de décisions s'échelonnant entre 1725 et 1763.

A l'origine, en 1724, la commission n'avait à s'occuper que de la vérification des droits de péage. A partir de 1740, nous constatons que ses attributions augmentent. La commission avait assez peu à faire ; sans doute, les conseillers d'Etat et maîtres des requêtes qui y siégeaient avaient d'autres occupations dans les différents bureaux

(1) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

où ils siégeaient par ailleurs. La commission des péages ne commença de fonctionner sérieusement que vers 1770. On lui attribua la connaissance d'affaires particulières.

Le 16 mai 1739, les commissaires jugent définitivement et en dernier ressort une demande effectuée à la Cour des aides de Rouen, par le sieur Chopin de Montulé, contre le duc et la duchesse de Picquigny. Le sieur Chopin fut débouté par le Bureau des Péages.

Le 6 juillet 1740, les commissaires ordonnent que sera enregistré au greffe du Bureau, un arrêt du Conseil du 17 mars 1740, par lequel le Roi ordonne que les contestations qui restent à juger dans la discussion des biens venant de Charles de la Motte et de Catherine Soblet, sa femme, seront portées devant le Bureau pour y être jugées en dernier ressort. Le Bureau faisait donc fonction de tribunal suprême.

Le Roi lui attribuait à cet effet tout pouvoir, défendant aux parties de se pourvoir ailleurs que par devant lui, à peine de nullité. Non seulement le Bureau statue sur évocation, mais il statue encore sur *pourvoi en cassation* (1).

(1) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

En 1741, les commissaires se voient attribuer la connaissance d'une demande en cassation d'un arrêt du Parlement de Paris, du 21 mai 1740, formé par le sieur Bazin et la demoiselle de Neuville. Bazin avait été débouté ; nous ignorons quelle fut la sentence du Bureau.

En 1745, les commissaires sont chargés de l'examen des privilèges de la ville de Paris (1). Le 24 décembre 1746, ils sont députés pour juger en dernier ressort entre les bonnetiers de Paris et le nommé Julien Huart ; en 1759, ils jugent les contestations concernant la discussion des biens du feu sieur Marc Montois ; en 1765, discussion des biens du sieur Rasse (il est vrai qu'il s'agit ici de droits seigneuriaux et de redevances féodales et autres) ; en 1766, discussion des biens du sieur Fargès ; en 1767, discussion des biens du sieur André ; en 1772, conflit entre le syndic et les créanciers du sieur Némisart ; en 1774, conflit entre le duc de Choiseul et autres ; encore en 1774, entre le duc de Penthièvre et les habitants de Beaucaire.

Le 7 août 1776 (2), les sieurs Magnan, Richard,

(1) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

(2) *Arch. Nat.*, V⁷ 91.

Matelot et autres demandent la cassation d'un arrêt du Parlement du 19 août 1723 et du 31 août 1729, contre le droit de péage perçu par les seigneurs de Pouilly. Ils veulent prouver que ces seigneurs n'ont qu'une possession imparfaite et précaire sur les bois marins, qu'il faut un titre de propriété suivant la déclaration de 1669.

Dans tous ces cas, sauf dans un seul, une lecture attentive des arrêts ne m'a pas permis de voir qu'il s'agissait spécialement de droits de péage. Cependant, il eût été bien surprenant que l'on eût renvoyé au Bureau des Péages des affaires ne touchant pas par quelque côté à la question. Nous supposons que dans les exemples de discussion des biens des différents individus mentionnés plus haut, certains droits de péage se trouvaient compris dans ces biens, ainsi que cela est sous-entendu pour le sieur Rasse, dans les biens duquel rentrent des droits seigneuriaux et des redevances féodales.

2. — MARCHÉ DES AFFAIRES DEVANT LE BUREAU

Voici comment était organisée la procédure.

Tout d'abord, le *Contrôleur général des Finances*

envoie aux *Intendants des provinces* des instructions détaillées. En 1731, le Contrôleur écrit à M. de la Tour, intendant de Bretagne (1). Il lui ordonne de commander à ses *subdélégués de faire dresser un état de tous les péages existant dans sa généralité, tant sur terre que par eau*. Les subdélégués devront donner la plus grande publicité possible aux ordres du Roi, touchant la vérification des droits de péages. Ils adressent personnellement aux *propriétaires*, quand ils les connaissent, les arrêts du Roi : opération souvent difficile, lorsqu'on ignore le lieu de résidence de ce propriétaire. Ces états doivent mentionner le lieu exact où se perçoit le droit, et le nom du propriétaire. L'intendant doit vérifier ces listes, les viser, puis les envoyer au contrôleur général. Celui-ci saisit à son tour le procureur général.

Supposons qu'un propriétaire, conformément à l'arrêt de 1724, ait remis copie collationnée de ses titres au greffier du Bureau des Péages : Quand et comment se faisait l'examen des pièces ? Les renseignements nous sont fournis par les papiers du Bureau (2).

(1) GOUAISLIN, p. 74.

(2) *Arch. Nat.*, H⁷ 2952.

La première opération se faisait tout d'abord dans le bureau du Procureur général, qui, nous l'avons vu, avait la plus grosse partie de la besogne.

Le Contrôleur général, qui donnait des instructions détaillées aux Intendants, était également chargé de renvoyer au Procureur général les affaires ayant pour objet les plaintes formées par les marchands et les particuliers au sujet de la perception du droit ; il devait le saisir d'office en cas d'abus et d'exactions constatés et à lui signalés par les intendants ou les maîtres des Eaux et Forêts, au cas où les propriétaires n'entretenaient pas convenablement les chemins, ponts, etc et n'exécuteraient pas toutes les obligations qui leur incombaient relativement aux droits de péage ou de bac.

Le Procureur général examinait ces différents dossiers quelle qu'en soit la provenance : qu'ils aient été remis bénévolement par les intéressés ou fournis, suivant la procédure que nous avons exposée au début, par les intendants et leurs subdélégués. Il en rendait compte à certains jours de travail, dont la fixation incombait au Contrôleur général. Là le Procureur général et ses Commissaires font l'*extrait* de chaque titre, et *analysent*

ces extraits pour en former des procès-verbaux et un mémoire servant de motif aux conclusions que le procureur général prend sur chaque affaire. C'était en quelque sorte préparer le travail du bureau des Péages.

En deuxième lieu, le procureur général était chargé de faire la vérification des tarifs devant servir de base à une perception future.

Evidemment et conformément à l'instruction du Contrôleur général que nous avons étudiée, ce travail ne pouvait être fait que lorsque le droit de péage était susceptible d'être confirmé d'après les titres produits par le propriétaire. N'oublions pas que les commissaires nommés sous les règnes précédents avaient eu parfois la plus grande peine à démêler les droits de péage des autres droits similaires, à raison de la grande diversité d'appellation.

Il en était de même pour les pancartes : celles-ci étaient pour la plupart rédigées en patois ou en bas-latin ; les tarifs eux-mêmes portaient des indications de monnaies tombées en désuétude : il fallait ramener tout ce fatras à l'unité, ce qui nécessitait évidemment des connaissances assez spéciales. Nous savons du reste, que le Procureur Général se faisait aider dans cette œuvre fasti-

dieuse par le greffier du bureau des Péages, qui dut à ses mérites la faveur d'occuper ce poste pendant douze ans !

En troisième lieu, le Procureur Général devait faire faire le travail et l'analyse des titres qui s'appliquent aux droits de Bacs et, pour ce, se tenir en correspondance avec les intendants des provinces. Le même travail devait être fait pour les autres droits analogues pour détruire « les entraves à la navigation ».

Il était chargé en outre, de répartir entre ses différents auxiliaires les pièces nécessaires pour pouvoir évaluer chaque droit de péage en particulier. Tous ceux qui auront été confirmés seront, en effet, par la suite susceptibles d'être remboursés.

Après que ce travail préliminaire a été fait, le Procureur Général fait distribuer un certain nombre d'affaires aux *rapporteurs* par les soins du *président du Bureau* ; puis, les *commissaires s'assemblent* et *jugent* sur le rapport et les titres qui leur sont fournis. Le *président fait inscrire chaque décision*, puis on renvoie de nouveau l'affaire devant cet infortuné *Procureur général*. Chez lui, les arrêts s'expédient et les lettres s'envoient

d'après la décision du Bureau. *Les arrêts du Conseil doivent être enregistrés au Greffe du Bureau.* C'est ce qui ressort d'une décision du 29 *Avril* 1747 (1). « Nous, commissaires généraux susdits, ordonnons que le dit arrêt du Conseil du 18 avril 1747 sera enregistré au greffe de notre commission pour être exécuté selon sa forme et sa teneur ». Ces décisions d'enregistrement devaient faire l'objet d'un rapport spécial fait par un maître des requêtes, commissaire au Bureau des Péages qui, dans le cas présent, était Monsieur de Chaumont. Le Bureau juge en *dernier ressort* (2). Le 22 septembre 1740, une requête est présentée au Bureau des péages par le Comte Dufargier contenant que par un arrêt du Conseil du 16 avril 1740, le Roi a évoqué à soi et à son Conseil les contestations entre Dufargier et d'autres à raison des droits de péage de Compiègne et Choisy. Cette requête est renvoyée devant le Bureau des Péages pour y être jugée en dernier ressort, « Sa Majesté nous ayant attribué à cet effet toute juridiction et pouvoir ». Ainsi (3), le 17 février 1762, les com-

(1) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

(2) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

(3) *Arch. Nat.*, V⁷ 90.

missaires jugeant souverainement la requête de Mme Veuve Rollin et autres qui demande augmentation de l'indemnité à elle consentie le 20 décembre 1758 pour suppression de son droit de péage au Pont de Sèvres.

Le *Procureur général* soumettait de nouveau l'affaire au *Contrôleur général* qui appose sa signature sur les arrêts s'il le juge à propos. Les arrêts, qui supprimaient ou modifiaient un péage, sont *signifiés aux parties en cause*, en ayant soin d'exiger du *propriétaire*, un *reçu de l'arrêt*, pour qu'on ne puisse prétendre par la suite ne pas en avoir été informé.

3. — L'ACTIVITÉ DU BUREAU DES PÉAGES

Créé dans les conditions que nous avons indiquées, suffisamment libre en définitive dans sa procédure et dans ses décisions, ce Bureau des Péages a-t-il eu une véritable importance, s'est-il toujours conformé surtout à sa mission première ?

L'arrêt de 1724 ne tendait qu'à réprimer des abus. Il ne visait pas à substituer un principe à un autre. On peut dire même que c'est à fin de

le fortifier encore qu'étaient exigées des enquêtes diverses.

Mais, dans les faits, de telles recherches, avec les discussions inévitables, la mauvaise volonté des titulaires réels ou prétendus, n'allaient pas permettre au Bureau de se limiter à l'examen unique que prévoyait l'arrêt de création.

Qu'il proclamât en effet la suppression là où ne lui étaient pas fournies les preuves nécessaires, ou qu'il maintint, le Bureau ne faisait qu'accompli la tâche pour laquelle il avait été créé.

Il n'allait pas tarder à en être détourné par une série de mesures qui se trouvèrent prises afin d'exonérer les denrées de première nécessité. Et cettefois on ne procédait plus par mesures individuelles comme sous les règnes précédents, mais par voie d'exemption générale.

Les esprits, cependant, n'allaient plus se contenter d'amélioration et de preuves, même les mieux fondées.

« Le progrès des lumières » excluait la « politique du voile ». C'est l'idée même de péage qui était attaquée.

Le Bureau eut ainsi à prendre parti et à déclarer si des titres parfaitement réguliers et véri-

fiés ne devaient pas néanmoins donner lieu à rachat.

A) *Vérification des titres et mesures pour
en obtenir la production*

Nous avons vu que l'instruction du Contrôleur général avait fixé les principes sur lesquels devaient s'appuyer les commissaires du Bureau des Péages : nécessité de rapporter les titres (sauf pour une possession antérieure à 1569), nécessité de prouver la continuité de la possession, d'entretenir les voies de communication ; d'afficher les tarifs qui doivent être immuables.

— Qu'est-il advenu de ces prescriptions pour la plupart fort sages ?

Nous remarquons d'abord (1) que les propriétaires de droits soumis à l'examen ne se montrèrent aucunement pressés d'obtempérer à l'arrêt du 29 août 1724 ; si peu pressés même que le Roi dût leur rappeler sa volonté par un *arrêt du Conseil* du 25 avril 1725, qui ordonne que l'arrêt du 24 août précédent sera exécuté (2).

Avant de rendre cet arrêt, le roi avait pris l'avis

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2953.

(2) GOUAISLIN, p. 73 et suiv.

du Contrôleur général des Finances et chargé les intendants du soin de son exécution. Cet arrêt fut suivi d'un autre arrêt en date du 20 *novembre* de la même année. Les propriétaires chicanent ceux qui possèdent des bacs, prétendent que le Roi n'a voulu viser que les péages sur les ponts. *Le Roi, en 1727* (1), *prend un nouvel arrêt* où il déclare que son intention est de supprimer les bacs comme les autres droits de péage.

Il faut croire que ces arrêts eurent au moins un commencement d'exécution et que certains titres furent présentés aux commissaires. Les instructions qui leur étaient données et le but même que Louis XV se proposait d'atteindre était en somme la *suppression* du plus grand nombre possible de péages, et les commissaires ne s'y trompèrent pas. Quant aux péages qui seraient maintenus, le rôle du bureau était d'empêcher que leurs propriétaires ne commissent des abus : rôle négatif ; ils devaient en simplifier la perception par l'unification des tarifs, ramenés à la monnaie courante : rôle positif.

Ce fut relativement à ce double objet que la commission des Péages dressa le plan de ses tra-

(1) GOUAISLIN, p. 75.

vaux. La tâche qui l'attendait est assez complexe : elle devait étudier de près et approfondir les anciens titres de propriété qui lui seraient remis. Ce classement fait, elle devait faire un plan pour l'ordre des suppressions (suppressions pour la plupart sans indemnités, ne l'oublions pas) et pour la perception des droits de péage qu'elle conserverait. Aussi ne doit-on pas s'étonner que, de l'aveu même des commissaires (1), la mise en marche ait été longue et difficile. Elle fut rendue encore plus longue et plus difficile du fait de la mauvaise volonté des propriétaires. Nous avons vu qu'il avait fallu trois arrêts, dès le début du fonctionnement de la Commission, pour contraindre les propriétaires de péages à s'exécuter. Ces prescriptions durent être renouvelées en 1727. Les propriétaires eurent six mois à dater de la publication de l'arrêt pour représenter leurs titres (4 et 12 mars 1727). Mais ce fut surtout dans les dernières années du règne de Louis XV que les décisions se précipitèrent, bien que, jusqu'en 1770, la Commission, de son propre aveu, n'eut traité pour se faire la main que les affaires les plus faciles.

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2953. Le manuscrit de ce dossier ne porte pas la date à laquelle les commissaires ont fait cet aveu.

Une distinction devait s'établir entre les Péages des particuliers et ceux des Engagistes comme nous allons le voir dans *l'arrêt du Conseil du 10 Mars 1771* (1).

Cet arrêt ordonna : 1^o) Que les péages *confirmés* dont l'état devra être annexé au présent arrêt, continueraient d'être perçus jusqu'à ce qu'il plaise au Roi de les réunir au *Domaine* pour les supprimer en indemnisant les propriétaires et en remboursant les engagistes.

Remarquons que l'arrêt de 1724 ne parlait pas des Engagistes.

2^o) Que les Péages dont les possesseurs n'avaient pas représenté les titres seraient supprimés sans indemnité.

3^o) Que les *péages tenus en engagement qui avaient été suspendus par arrêts* seraient réunis au *Domaine* et que ceux des engagistes qui n'avaient pas représenté leurs titres auraient leurs péages *suspendus pendant le délai de six mois* qui leur était accordé pour les justifier. *Faute de cette justification, on réunirait les péages au Domaine.*

4^o) Les péages dont les titres avaient été représentés et non encore vérifiés continueront à se per-

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2955.

cevoir jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Nouvel arrêt du Conseil du 31 janvier 1772 qui ordonne que les Péages possédés par des Engagistes qui n'ont pas satisfait aux arrêts du Conseil et surtout à celui de 1771, seront perçus au lieu et place des engagistes au profit du Domaine de Sa Majesté.

Il n'y avait donc que deux issues pour la Commission des Péages :

1^o) *Suppression* sans indemnité des péages dont les titres n'avaient pas été représentés ou n'avaient pas été reconnus authentiques après vérification.

2^o) Le *maintien* des autres péages, maintien sur lequel nous reviendrons.

Voyons tout d'abord quelques péages supprimés sans indemnité.

B) *Suppression de Péages pour défaut
de production ou insuffisance de titres*

Nous allons donner quelques exemples de suppression de péages sans indemnité d'après H⁴ 3142 (1).

Le 6 août 1726, un arrêt du Conseil fait défense

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3142.

au sieur Lubé de continuer la perception du péage sur la terre de Frignicourt.

Le 13 mai 1727, suppression du péage de la Tallodière et dans le village de Saint-Christo, prétendu par le sieur Pujol.

Le 12 octobre 1728, suppression du barrage et du péage qui se perçoivent dans la vallée de la Charité-sur-Loire ; le même jour, extinction des droits de vinage, chaussage, travers, péage, perçus jusque-là par le sieur de Lart dans le bourg du Catelet.

Le 28 janvier 1730, suppression du péage prétendu par les évêques de Soissons.

Le 2 janvier 1731, on supprime les droits de péage prétendus par le sieur de Puisaie sur la terre de Longpont près d'Alençon.

Le 28 janvier 1731, suppression de ce droit sur la terre de Frélaud en Bourgogne.

Tous ces arrêts sont rendus par suite du défaut ou de l'insuffisance des titres alignés par le propriétaire.

En 1752, plusieurs péages sont supprimés dans la généralité de Tours, faute pour les propriétaires d'avoir représenté leurs titres. Ils sont au nombre de onze, dont le péage de Rablay appartenant au Duc de Brissac, les péages de Thorée et de Vi-

laines le-Jubel, appartenant au comte de Choiseul (1).

Deux arrêts du Conseil rapportés par Guyot (2), en date des 15 août et 20 septembre 1759, ont fait défense aux représentants de M. de Bullion d'Esclimont, prévôt de Paris, de percevoir aucun droit de péage sur les seigneureries de Mareil et de Montainville, sous peine de restitution des sommes qui avaient été exigées et d'une amende arbitraire au profit du Roi. Les fermiers et receveurs seraient poursuivis comme concussionnaires et punis comme tels.

Le 12 avril 1764, sont supprimés les droits de péages que l'abbaye de Maubuisson et M. Le Pelletier de Mont-Mellant prétendaient leur appartenir au lieu dit La Chapelle-en-Serval, et à Plailly (Oise).

C) *Maintien des Péages*

Pour ce qui était des péages maintenus, ils étaient *confirmés*, soit parce que les titres avaient été vérifiés et reconnus authentiques, soit parce

(1) La généralité de Tours. Administration de l'Intendant Du Cluzel. DUMAS, *Thèse de doct.-ès-Lettres*.

(2) GUYOT, *Répertoire de jurisprudence*, XIII, p. 27.

que les titres n'étaient pas encore vérifiés ou encore parce qu'il s'agissait de péages tenus en *engagement* et réunis au Domaine de la Couronne.

Pour ces péages maintenus, la Commission des Péages chercha à rectifier les tarifs, à assurer l'affichage de ces tarifs ; elle surveille la perception des Droits et l'exécution des charges.

Comme exemple de mesures que prit le Contrôleur Général, signalons celles de l'Abbé Terray. Il prescrit en 1771 à l'Intendant du Cluzel, de la généralité de Tours (1), de surveiller la perception des droits de péage. Il ordonne *l'affichage obligatoire* des tarifs contenus sur les pancartes (Arch. d'Indre-et-Loire, C. 249).

C'est, qu'en effet, on relevait les « abus les plus criants qui donnaient lieu aux plaintes les plus vives et les mieux fondées ». Chaque propriétaire interprétait les tarifs conformément à son intérêt. Ces abus étaient facilités, nous l'avons vu, par la rédaction vieillie des pancartes. Il fallait donc rendre les droits clairs, uniformes et invariables. Ce fut un assez gros travail qui, aux dires des rap-

(1) *Thèse* de DUMAS, citée plus haut.

porteurs, leur coûta presque autant de peine que celui de la vérification des titres (1).

Les péages maintenus, appartenaient pour la plupart à de très grands seigneurs.

Citons comme exemple ceux de la généralité de Bordeaux, ils appartenaient à l'archevêque de Bordeaux ; au duc de Bouillon, au duc de la Force, au Duc d'Antin et au Duc d'Aiguillon (2).

L'Intendant Tourny, partisan comme Trudaine de la liberté absolue du Commerce, conformément aux Doctrines physiocratiques, avait lutté contre le maintien des Péages dans sa généralité de Bordeaux.

Il pensait que les droits des propriétaires perçus depuis longtemps pouvaient être amortis. C'est contre les péages maintenus que, dans la généralité de Bretagne, s'attaque délibérément la *Commission Intermédiaire des Etats* (3), créée en 1732.

Cette commission était chargée de fonctionner pendant l'intervalle des sessions des *Etats de Bretagne*.

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2955.

(2) Tourny, Intendant de Bordeaux. LHÉRITIER, *Thèse de doctorat-ès-lettres*, p. 411.

(3) GOUAISLIN, *Etat des Péages en France, et plus particulièrement en la province de Bretagne sous l'ancien Régime*, p. 94 et suiv.

Elle était composée de personnes recommandables et savantes.

Elle adopte un biais habile pour en diminuer le nombre. A partir de 1740, en effet, les correspondants de la *commission intermédiaire*, aidés en cela par le *Procureur Général, syndic des Etats*, M. de Quelin, commencent par dresser un tableau des péages par évêché, tableau qui est envoyé au Bureau des Péages qui statue sur les Péages portés.

D'après une délibération des *Etats* du 20 décembre 1764, et chargeant un Procureur Général syndic de se faire rendre compte des péages qui se lèvent sur les routes ouvertes sur les fonds de la Province, il semble que des péages avaient été maintenus moyennant un arrangement entre leur propriétaire et la Province.

Les propriétaires de ces péages disaient n'avoir pas à se soumettre aux ordonnances.

Puis, non contente de jouer un rôle d'informateur, la Commission intermédiaire prit l'initiative de quelques suppressions sans que le Bureau de Paris ait eu à s'en occuper. Et même, dans quelques cas, la Commission intermédiaire, non contente de supprimer le péage, se fait encore

verser par le propriétaire une certaine somme d'argent, représentant la somme nécessaire pour procéder aux réparations qui n'ont pas été exécutées. Ainsi, les religieuses de l'Abbaye de Landevenec abandonnent leur péage et ajoutent 5,000 livres.

Voici de quelle manière :

Elle chargea la *Commission des grands chemins* de ne pas s'occuper des péages. Ainsi si un pont est en mauvais état, on le reconstruit complètement. Si le propriétaire ne se récrie pas son droit est supprimé : le plus souvent, le procédé réussit.

Si le propriétaire est un Seigneur important, il proteste auprès des Etats, rétablit sa pancarte. On le menace alors de lui faire payer tous les frais de construction du pont. Généralement alors, il abandonne son péage. C'est ce que fait le duc de Rohan pour son péage sur le pont de Landernau (*Arch.*, Ile-et-Vilaine, C. 4900).

Les mesures prises dans la généralité de Bretagne, très hostile aux péages même maintenus, et obtenues par un expédient, allaient être généralisées ; et par le moyen de l'exonération de certaines denrées, on allait atteindre le but principal

qui était d'affranchir le commerce de ses entraves, par la suppression de tout péage.

D) *Exonération de certaines denrées.*

Louis XV prit certaines mesures pour y aboutir. Il faut dire qu'il y avait eu des précédents. Nous en avons cité quelques-uns dans l'Introduction.

Pour ce faire, on pouvait hésiter entre deux moyens. Le premier déjà employé fréquemment consistait à exonérer du droit *toutes* les denrées passant sur une rivière *déterminée* ; le deuxième, auquel le Roi eut recours en cette occurrence, fut d'affranchir *certaines* marchandises dans *toute l'étendue* du royaume. Un *arrêt du Conseil du 29 novembre 1739*, émané du bureau des péages, exempte de ces droits les blés, grains, farines et légumes.

Cette suppression des péages sur les blés ne fut pas provoquée, suivant M. Afanassiew, par la cherté des blés. Et quand, sur la proposition du Contrôleur général Orry, fut rendu l'arrêt de 1739, la question n'était plus à l'ordre du jour. Cependant, ces péages subsistèrent, puisqu'en 1749 un *arrêt du 4 février* réforme les tarifs perçus par le

duc d'Uzès sur les autres marchandises que les grains et supprimant les péages pour les grains. Le duc continua à les percevoir dans un autre domaine jusqu'en 1783 (1).

La *Commission des péages pour les grains* fut constituée par la suite par une *déclaration du 25 mai 1763*. (H⁴3648) :

Elle ordonnait que la circulation des grains fut entièrement libre dans le royaume, mais à cette sage réforme s'opposaient précisément les droits de péages et autres, car il faut distinguer la libre circulation des grains et la suppression des péages.

Remarquons cependant que cette déclaration (2) n'avait été enregistrée que sous la réserve d'une *indemnité* accordée aux propriétaires. L'idée de suppression de tous les péages était donc bien dans l'air.

Le 10 août 1768, le roi ordonna à nouveau que dans les six mois, tous les seigneurs, villes, communautés ou particuliers qui perçoivent des droits quelconques sur les marchés, sont tenus de représenter leurs titres par devant les commissaires nommés par arrêt du Conseil du 1^{er} mai 1768. Cet

(1) *Arch. Nat.*, ADxi 39.

(2) *Arch. Nat.*, H⁴ 3648.

arrêt du 10 août devait évaluer les indemnités dues, mais, comme le dira plus tard Turgot, par la bouche du Roi, dans le préambule de l'arrêt du 13 août 1775 ; plusieurs des commissaires qui avaient été nommés par cet arrêt se virent attribuer bientôt d'autres fonctions ; d'autre part, la vérification ne fut pas suivie ; et, trois ans après, cet arrêt rejoignait le corps de ceux qui avaient été rendus précédemment sans effet.

Non content de pourvoir à la suppression des péages sur les grains, Louis XV préférait des mesures plus générales, comme cela ressort du projet du Contrôleur général, et s'attaquait aux péages maintenus en procédant à leur *remboursement*.

Ce remboursement préoccupait Louis XV. C'est ce que prouve un *projet de lettre du Contrôleur général envoyée en octobre 1767* à tous les Intendants pour examiner et vérifier les états séparés des péages de chaque généralité.

La voici publiée *in extenso*, d'après : H⁴3191 (1).

Messieurs,

« L'intention du Roi étant toujours de pour-

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3191.

« voir au *remboursement général des péages* qui se
« perçoivent dans le royaume et de commencer
« par éteindre ceux des quatre grandes rivières
« comme étant le plus à charge à la liberté du
« commerce, j'ai fait faire des états séparés, par
« généralités des lieux où sont les péages, des reve-
« nus et des charges auxquelles ils sont assujettis.

« Je vous prie de vous en occuper avec le plus
« grand soin, afin de vérifier sur les lieux désignés
« s'il y a des droits omis ou d'autres qui ne sub-
« sistent plus, si les revenus et charges ont été
« marqués avec l'exactitude qu'il est possible
« d'apporter en pareil cas ».

C'est l'étude de cette liquidation et de ce rem-
boursement des péages vérifiés que nous allons
entreprendre en commençant par les voies et
moyens proposés pour cette liquidation.

E) *Liquidation et remboursement des péages.*

Voies et moyens au point de vue financier

Quel allait être le mode de liquidation des
péages, de leur remboursement ? Sur quelles bases
s'appuierait-on pour ce faire ?

Autant de questions qui préoccupèrent parti-

culièrement les membres de la Commission des péages.

Pour obtenir des suggestions diverses et intéressantes présentées par des fonctionnaires compétents et résidant dans les provinces, M. Fargès, *procureur général du Bureau des péages* en 1767 (1). désirant avoir une idée précise du nombre de péages existant, du revenu moyen de chacun d'eux, afin de pouvoir évaluer ce qu'il en coûterait au Trésor royal pour les rembourser, écrit (2) aux Intendants des provinces traversées par le Rhône pour qu'ils lui adressent leurs observations et leurs propositions. Fargès s'adresse d'abord aux Intendants dont les provinces sont traversées traversées par le Rhône car, nous l'avons vu, un grand nombre de péages gênent la circulation sur ce fleuve et avant qu'on ne puisse les supprimer dans toute l'étendue du royaume, il faut parer au plus pressé.

*Voici le résumé des propositions pour
les Péages du Rhône*

Rembourser les propriétaires ou leur assigner

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3191.

(2) *Arch. Nat.*, H⁴ 3191.

des rentes proportionnées aux revenus qu'ils tirent des péages.

On déduirait sur cette indemnité une portion réduite au quart, des dépenses faites en corvée ou en exécution des dépenses des ponts et-chaussées. Cette indemnité se monterait environ à 300.000 livres sur lesquelles le prince de Monaco en a pour plus de 70.000 livres. Les péages des engagistes rapportent 24.316 livres, les péages ecclésiastiques, 54.200 livres, dont l'indemnité, calculée au denier 20, serait de 110.000. Les intendants proposent de les rembourser en espèces, avec facilité d'acquérir des immeubles en dérogation de l'édit de 1749 ; on pourrait en rembourser aussi sur une portion des dons gratuits du Clergé ; d'autres proposaient d'unir aux bénéfices dont ces péages dépendent, d'autres bénéfices d'un revenu équivalent aux péages supprimés.

Les péages appartenant aux villes ne se montent qu'à 36.900 livres perçus à Vienne et à Seysel. L'intendant de Grenoble proposait de remplacer les droits de Vienne par un octroi. D'autres intendants proposent des *impositions* ; mais doivent-elles être *générales* ou *particulières* ?

Le premier procédé paraît plus facile et moins

onéreux pour les contribuables ; de plus, c'est une dépense d'utilité générale.

La même demande de renseignements fut faite par Fargès aux intendants dont les provinces étaient traversées par la Loire (1).

Péages de la Loire.

Les droits de péage sur ce fleuve se montaient à plus de 180.000 livres, étaient pour la plupart des péages domaniaux ou engagés à des particuliers ou des péages appartenant à des villes et des ecclésiastiques.

Pour le remboursement il aurait fallu trouver un million de livres. *Les intendants des généralités traversées par la Loire*, consultés par le Contrôleur général, *préconisèrent les moyens suivants* qui n'ont du reste rien d'inédit.

Pour les *péages engagés*, rembourser le prix de l'adjudication.

Pour les *péages ecclésiastiques*, procéder à une union de bénéfices.

Pour les *péages particuliers*, remboursement en argent ou en rentes.

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3191,

Pour les *péages des villes*, leur accorder des octrois.

Les intendants attirent l'attention sur ce fait que la plupart des péages sont perçus sans que leurs propriétaires acquittent aucune des charges qui leur incombent ; si elles sont acquittées cela diminue évidemment d'autant le revenu des péages et le montant de l'indemnité. Quant à l'impôt qu'il faudrait lever pour le remboursement, les intendants demandent qu'il soit général, perçu pendant un nombre d'années fixé d'avance, que sa destination soit annoncée publiquement, toutes mesures devant rassurer le public.

Avant d'en arriver à ces mesures forcées le Contrôleur général pourrait demander aux villes voisines des grandes routes ou des rivières sur lesquelles se fait un important trafic, si elles consentiraient à payer une *contribution volontaire*, afin de se débarrasser des péages les plus lourds. Si tous ces moyens ne pouvaient être appliqués à la fois, on pourrait déjà commencer par supprimer les péages les plus nuisibles, ceux dont les droits sont trop forts, ceux qui sont trop multipliés et trop rapprochés.

Comme Fargès avait sollicité l'avis des Inten-

dants, le *Contrôleur général* sollicita l'avis de Fargès, qu'il jugeait, sans doute, suffisamment éclairé. Fargès rédigea alors, lui aussi, un assez long projet en 1767 (1).

Projet de Fargès. Procureur général du Bureau des Péages, en 1767.

Le *Contrôleur général*, demandant l'avis de Fargès, avait pris soin de spécifier qu'il n'était question pour le moment que de rembourser les péages existant sur les quatre grands fleuves du Royaume : Loire, Seine, Rhône, Garonne, et ce, pour raisons d'économie. Ces droits de péage qui frappaient le commerce et la navigation qui se faisaient sur ces rivières, étaient aussi les plus onéreux en même temps que les plus nombreux, faisant ainsi perdre aux transports fluviaux l'avantage qu'ils présentaient de prix modérés pour le transport des marchandises de gros volume. La *Saône*, bien que non comprise dans la liquidation projetée par le *Contrôleur général*, fut, par M. Fargès, réunie aux quatre grands fleuves, à raison de son commerce en relation avec celui du Rhône. Le même Fargès proposait quelques moyens

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3191.

généraux pour arriver à cette liquidation. Pour que le Contrôleur général entre mieux dans ses vues, il joignit à l'appui de son mémoire, un tableau des péages de chaque rivière, tableau distribué par colonnes, d'après la qualité des péages (domaniaux ou particuliers, ecclésiastiques ou laïques ; engagés à vie ou engagés sans terme), plus les revenus et les charges de chaque péage ; le tout dressé suivant les mémoires des intendants, mémoires qui, au dire de Fargès, « sont quelquefois fautifs et peu exacts ».

Voici, par exemple, à titre d'indication, *l'état des péages sur le Rhône.*

La première colonne contient les péages du clergé séculier, possédés en toute propriété et dont le revenu net est, d'après les rapports des Intendants, évalué à 149.175 livres. Il nous a été impossible d'en trouver le nombre.

La deuxième colonne rassemble les péages tenus en propriété par les communautés religieuses et dont le revenu se monte à 16.200 livres. — Nous n'avons pu également en fixer le nombre.

Il en est de même pour la troisième colonne pour les péages séculiers avec un revenu de 190.917 livres.

La quatrième et dernière colonne contient la liste des péages engagés avec un revenu de 26.550 livres.

Le total des revenus annuels des péages perçus sur le Rhône se montait donc à 272.842 livres, dont le capital, au denier 20, serait de 5 millions 656.840 livres.

Pour répartir le plus équitablement possible les indemnités afférentes aux péages, on divisait ces derniers suivant plusieurs catégories.

A) *Péages ecclésiastiques.*

Fargès suggérait d'indemniser les ecclésiastiques et les monastères, propriétaires incommutables, par des réunions de bénéfices. On pourrait agir pour ce faire par deux moyens :

Le premier serait de faire conserver aux économes un nombre assez considérable de bénéfices vacants, dont les revenus seraient uniquement destinés et employés au remboursement des péages du clergé.

Le deuxième moyen serait une augmentation de dons gratuits extraordinaires de 120.000 livres qui seraient employés au remboursement immédiat de ces péages.

Admirons, en passant, l'habileté dont fait preuve M. Fargès dans le second moyen qu'il propose. Il consisterait tout simplement à faire supporter par le clergé seul, et non par l'ensemble des contribuables, des frais nécessaires à l'exécution d'une mesure qui, en somme, équivaldrait à la spoliation déguisée. Etrange manière de comprendre l'équité.

Mais Fargès veut bien qu'on prenne l'avis des intéressés ; il propose de conférer avec l'évêque d'Orléans et d'autres prélats. Il ne parle pas du reste de demander leur avis, mais simplement de les prévenir.

Quant à l'utilisation des sommes remboursées, Fargès craint qu'en les consacrant à l'achat de bien-fonds sans propositions spéciales, on ne tourne l'édit de 1749 sur les biens de main-morte, aussi est-il plutôt partisan de les placer en immeubles, mais qui seraient aliénables comme les biens des autres sujets.

B) *Péages des villes.*

Le revenu des péages leur est nécessaire pour subvenir aux dépenses municipales et à l'entretien des bâtiments publics. Le remplacer par celui qui

proviendrait des octrois qu'on leur accorderait, serait probablement insuffisant. Au reste, l'entrée des villes est déjà surchargée de droits et il serait difficile de trouver dans un nouvel octroi ou dans l'augmentation de ceux qui sont déjà établis, des ressources suffisantes ; aussi l'octroi ne serait-il considéré que comme un supplément aux moyens que l'on va énumérer.

C) *Péages appartenant aux particuliers laïques.*

Les deux principaux propriétaires de péages sont le prince de Soubise et le prince de Monaco : ce dernier jouit, grâce aux péages dont il est propriétaire, d'un revenu de 71.000 livres. Le premier possède en propriété 65.000 livres de revenu, plus 700 livres en engagement, soit en tout 136.700 livr. Calculé au denier 20, le remboursement serait de 2 millions 734.000 livres. Cette somme est tellement considérable qu'il faut, pour arriver à la rembourser, avoir recours à des moyens extraordinaires.

Un premier moyen serait d'échanger une partie de ces péages avec des portions du domaine royal, mais avec faculté de rachat de la part du Roi. Pour le prince de Monaco, on pourrait exécuter la

convention passée au traité de Vérone de 1640, en lui cédant les terres promises au lieu desquelles on lui donna les péages dont il s'agit.

Mais cela ne suffirait pas à rembourser tous les péages. On rembourserait les particuliers en argent, enlevant pendant six ans 1.200.000 livres, dont un million pour le remboursement des capitaux et 200.000 livres pour les intérêts à dater du jour de l'arrêt de suppression. Cette contribution extraordinaire ne devrait pas être payée par les pauvres paysans, ni par les artisans.

Fargès craint que ce nouvel impôt ne soulève de vives protestations, aussi propose-t-il de répartir cette somme sur les impôts déjà existants, taille et capitation, en exemptant les contribuables dont il vient de parler et en observant, dans la répartition, toute l'équité possible, ce qui arriverait à faire supporter à chaque habitant, une augmentation peu considérable.

Quant aux receveurs des tailles qui gardaient pour eux un tant pour cent des sommes par eux perçues, on exigerait d'eux qu'ils ne retiennent aucun denier pour le recouvrement de cet impôt.

D) *Péages des Engagistes.*

Le remboursement de ces péages se ferait au prorata des sommes déboursées par eux ou par leurs auteurs pour les acquérir — tout au moins pour ceux qui les ont acquis anciennement ; pour les autres, on leur rembourserait le prix versé purement et simplement. On pourrait, pour les engagistes à vie, attendre tout simplement leur mort, mais comme il s'agit d'un intérêt pressant, Fargès supplie le Contrôleur général de comprendre ces droits, un peu spéciaux, dans la suppression générale. Cependant, comme le dit encore Fargès avec plus ou moins d'esprit, on a tout engagé, jusqu'aux événements — il faudrait donc casser un traité fait avec un certain Haquin, auquel le Roi a accordé la jouissance pendant un certain nombre d'années de tous péages qui rentreraient dans la main du Roi par le décès des engagistes à vie. Il ignore si ce traité est fait pour tout le royaume ou seulement pour quelques provinces, mais en tout cas, il faudra dédommager Haquin et ses traitants, s'il en a, de la perte que leur causerait cette suppression.

Quant aux *péages existants dans les pays d'Etats,*

on devrait consulter les Etats, afin qu'à leur prochaine assemblée, ils puissent présenter un projet de remboursement des péages de leurs provinces respectives, ainsi que les moyens pour y parvenir plus facilement. Nous avons vu qu'il a été fait beaucoup en Bretagne dans ce sens (Gouaislin).

Mais ces moyens proposés peuvent ne pas être tous adoptés et par conséquent ne pas suffire pour un remboursement complet. Aussi Fargès *preconset-il un expédient*, qu'il a, dit-il, déjà *présenté au contrôleur général en 1763*. Il s'agissait alors de faire rentrer une créance du Roi sur M. Lacour de Bauval et ses cautions, créance qui s'élevait à plusieurs millions sans compter les intérêts. Les héritiers de Bauval disaient que la chose n'avait pas été jugée contre eux, moyen que Fargès déclare devoir être rejeté, bien que, dans le cas présent, des circonstances particulières aient obligé le Bureau des Péages à traiter favorablement quelques-uns de ses héritiers.

Quelles sont ces circonstances de fait. — Fargès ne le dit pas, mais il nous apprend que si ce cas venait à se renouveler, il y *aurait un expédient* (Fargès dit : moyen, mais expédient nous semble

plus exact) — *très facile* qui pourrait parer aux difficultés de tout ordre qui se présenteraient. C'est de paraître traiter *publiquement* du recouvrement de la créance, et la *donner en régie en sous-main* ; de sorte que les officiers qui seraient chargés de procéder au recouvrement dont on serait sûr, paraîtraient travailler pour leur compte. Ainsi le ministre se débarrasserait des sollicitations importunes des débiteurs en les renvoyant aux traitants ; mais il serait le maître de modérer à son gré les poursuites et même de remettre la plus grande partie de la dette, si les héritiers méritent qu'on leur fasse cette grâce.

Une fois que les fonds nécessaires au remboursement auront été amassés, on supprimera d'abord les péages des quatre grands fleuves et de la Saône, puis on annoncera le remboursement aussitôt après la liquidation. On fixera aux propriétaires un terme de trois ou de six mois, passé lequel, ils perdront l'intérêt de la somme liquidée. Et Fargès ajoute, avec raison, il semble : « Si cette suppression avait « été ordonnée généralement en 1724, le remboursement toucherait aujourd'hui à sa fin et « le commerce serait délivré de ses entraves ».

E) *Péages domaniaux.*

Les péages domaniaux rapportent à l'État des sommes importantes ; d'un autre côté, les laisser subsister, c'est nuire au commerce, et par là même à l'intérêt du pays et du Trésor royal ; comme il ne s'agit que d'une suppression partielle, cette perte serait moins grande et pourrait être réparée en peu de temps. Il se peut, au surplus, que les différents moyens proposés pour le rachat des péages non domaniaux, donnent plus qu'il ne faudrait et on pourrait employer le reliquat de la somme à supprimer les péages du domaine (du reste, le nombre de ces péages était peu important, il ne se montait qu'à 203).

Un autre projet fut encore présenté à Fargès : nous ignorons quel en est l'auteur (1). Il s'agit de la création d'une *banque nationale*. Cette banque nationale acquitterait la dette de l'État en six ans, et douze ans après, c'est-à-dire dix-huit ans après sa création, procurerait un revenu suffisant pour subvenir aux dépenses annuelles sans laisser subsister aucune sorte d'impôt. Cette banque remplacerait la taille, la captation et les ving-

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3229.

tièmes, elle vendrait exclusivement le sel. Ce projet n'eut pas de suite, sans doute était-on trop près encore du système de Law.

Nous venons d'examiner les différents moyens proposés pour la liquidation des Péages sous Louis XV. Ces différentes voies n'aboutirent qu'à une réalisation dans la *généralité de Grenoble* (1) ou par *Lettres patentes du 17 décembre 1766*, le marquis de Saint-Vallier fut indemnisé pour son péage par eau et par terre, aux lieux de Serves et de Saint-Vallier, par une somme de 150.000 livres, puis une pension viagère de 400 livres dont le fond est de 40.000 livres.

Les *Lettres patentes* portant suppression du péage par eau et par terre, appartenant à M. de Saint-Vallier dans les lieux de Serves et de Saint-Vallier, du 4 décembre 1766, sont ainsi rédigées :

« Louis, etc..., à tous ceux, etc. : « Nous avons
« reconnu que la multitude des péages qui se
« lèvent soit par eau, soit par terre, était un des
« obstacles les plus considérables à la libre commu-
« nication des marchandises, etc... »

« Notre province du Dauphiné en particulier,
« est une de celles où ces droits sont les plus consi-

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3142.

« dérables... dans cette voie. Nous nous sommes
« proposé de supprimer une partie de ces péages en
« indemnisant les propriétaires, conformément
« aux différents genres de propriétés dont ils
« peuvent jouir.

« *Article Premier.* — Les péages de Saint-
« Vallier demeurent supprimés à compter du
« 1^{er} janvier 1767.

« *Article 2.* — L'indemnité que nous jugeons à
« propos d'accorder au sieur de Saint-Vallier sera
« et demeurera liquidée à la somme de 150.000
« livres pour lui tenir lieu des droits des dits
« péages ».

Mais cet arrêt ne fut pas exécuté, puisque, le 28 juillet 1772, le comte de Saint-Vallier, probablement le fils du précédent, jouissait encore d'un droit de péage sur les mêmes seigneuries, dont le produit était d'environ 8.000 livres par an. Le comte remit ses titres au Bureau des Péages qui, après avis du Contrôleur général, en liquida l'indemnité à 150.000 livres. Cette somme ne put être versée de suite, aussi M. de Laverdy, contrôleur général, proposa-t-il de lui verser une rente de 6.000 livres pour l'intérêt de cette somme au denier 25. Les 2.000 livres de différence devaient

être probablement attribuées aux travaux d'entretien des routes et rivières.

Le comte de Saint-Vallier accepta cette proposition, mais il ne tarda pas à avoir des difficultés avec la généralité de Grenoble, qui voulait lui retenir annuellement une somme de 600 livres à titre d'impôt des vingtièmes.

4. — RÉSULTATS STATISTIQUES DE L'ŒUVRE DU BUREAU DES PÉAGES SOUS LOUIS XV

Pour résumer l'œuvre du Bureau des Péages, constatons que lorsque la Commission de 1724 entra en fonctions, il existait en France 5.688 péages (1), les uns patrimoniaux et les autres faisant partie du domaine de la couronne.

Quant aux premiers, la commission en a purement et simplement supprimé 3.521, dont 3.441 par différents arrêts, parce qu'ils n'étaient pas suffisamment justifiés par des titres et seulement 180, en vertu de l'arrêt du 10 mars 1771, c'est-à-dire de ceux dont les propriétaires n'avaient pas représenté leurs titres.

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2933.

Nous avons vu qu'on laissa subsister les 203 péages royaux.

Pour ceux qui étaient donnés en engagement, on supprima ceux qui ne seraient pas suffisamment prouvés par les titres des engagistes. On en suspendit (et non abolit) 113; 98 à cause de l'insuffisance de titres et 15 pour défaut de présentation de ces titres. Nous arrivons ainsi au chiffre total de 3.634 péages supprimés.

Il est intéressant, pour préciser les idées, de voir les chiffres de péages maintenus et supprimés dans une généralité. Ces chiffres sont fournis exactement par M. Gouaislin, dans sa thèse, pour la généralité de Bretagne.

Conformément à l'arrêt de 1724 nous trouvons 8 péages confirmés, dont un, par eau sur la Loire, à Mantes, et appartenant au chapitre de la cathédrale de Mantes.

Toujours dans la généralité de Bretagne, il y a 50 *péages supprimés* après examen des pièces par *différents arrêts*.

Parmi les 50 péages supprimés on en trouve certains par eau, aux noms bizarres, que l'on percevait sur les bateaux chargés de sel, de blé ou de vin, naviguant sur la Loire : Devoir de la

Musse ou les Pillais. Devoir de Saint-Mun-des-Gues et Clarigo. Dessus Touaré et Jaille. Devoir de Leprin-Gaudin.

En exécution de l'arrêt du 10 mars 1771, faute de titres représentés, 20 péages sont supprimés, dont un par eau sur la Loire, à Oudon, et appartenant au prince de Condé.

Parmi les péages par terre supprimés, signalons le péage à Carhaix et à Jugon, appartenant au duc de Penthièvre.

Nous trouvons dans cette même généralité de Bretagne, les péages d'un engagiste, dont la perception est suspendue par l'arrêt du 10 mars 1771, et appartenant au duc de Penthièvre. La réunion devait être faite dans les six mois au domaine de Sa Majesté, faute de titres représentés.

Le 10 mars 1771, il y avait en Bretagne 7 péages à vérifier, dont les titres ont été représentés. Parmi eux, un à Jugon, appartenant à M. Dandigné de la Chasse. Au total, en Bretagne, sur 86 péages, 71 ont été supprimés : c'est une proportion de 9/10.

CHAPITRE II

LE BUREAU DES PEAGES SOUS LOUIS XVI

1. — LES RÉFORMES DE TURGOT

Les dernières années du règne de Louis XV avaient été marquées par des difficultés financières croissantes que les expédients n'arrivaient pas à résoudre.

L'édit du 25 mai 1763, la lettre du Contrôleur général de 1767 étaient certes des initiatives favorables à la liberté du commerce, mais l'état du Trésor ne permettait pas qu'on y donnât suite. Bien plus, l'arrêt du Conseil du 23 décembre 1770 et les lettres patentes du 16 septembre 1771, en rétablissant malencontreusement les droits sur les blés, « avaient resserré les chaînes dont le négoce commençait à se débarrasser » suivant, les expressions de Turgot.

Louis XVI à peine monté sur le trône, appela

auprès de lui des hommes de valeur et généralement estimés ; parmi ceux ci, l'Intendant du Limousin, le marquis de Turgot, fut nommé contrôleur général des Finances. Disciple des Physiocrates, de Quesnay et de Gournay, il brûlait d'appliquer en France les principes de liberté du commerce : Laissez faire : laissez passer ! Cette liberté du commerce était à son avis rendue encore plus nécessaire par le lamentable état du Trésor. Cet affranchissement développerait la richesse publique.

Son intention était, dit Dupont de Nemours, de proposer au Roi de supprimer tous les droits de péage sur les terres de ses domaines et de former un fonds annuel destiné au Rachat des péages particuliers. Il commença sa réforme dès le 13 septembre 1774.

Le 13 septembre 1774, on abolit toute réglementation et supprima les droits de douanes intérieures sur les grains.

Des lettres patentes du 2 novembre 1774 complétèrent la réforme. « Toutes personnes, disent-elles, pourront voiturer les grains dans l'intérieur du Royaume sans être soumis à aucune prohibition », rappelant à ce sujet l'arrêt du 25 mai 1763.

Cependant, par mesure d'équité, un *arrêt du Conseil* du 20 juillet 1775 ordonne que les droits des seigneurs sur les grains, dont la perception n'a pas été suspendue par des arrêts particuliers, continueront d'être perçus.

Remarquons que la liberté de circulation des grains est autre chose que la suppression des péages qui forment un obstacle de fait à la facilité du commerce. On peut les rapprocher en ce que les péages, comme les douanes intérieures, constituent des entraves dont Turgot a résolu de débarrasser le royaume aussi vite que l'état des finances le lui permettra.

Puis Turgot, par des *arrêts du Conseil* du 13 août 1775 et du 8 février 1776, prescrit la réunion d'une nouvelle *commission dite des minages* (1).

Le *minage* était un droit perçu au nom du seigneur qui fournissait la *mine ou mesure* et qui payait un mesureur pour faire constater légalement la quantité de grains que vendent les marchands. La Commission des minages ne devait s'occuper que des droits de foire, halles et marchés ; mais nous verrons que par une usurpation, elle entra en conflit avec le Bureau des Péages.

(1) ISAMBERT, XXIII, p. 229.

Dans l'arrêt du 13 août, il est ordonné que tous les seigneurs ou propriétaires de droits sur les grains devront représenter leurs titres de propriété et il nomme des commissaires pour les examiner. Il rappelle que l'arrêt du 10 août 1768 avait été mal exécuté, et estime que la suppression des droits de toute espèce qui frappent les blés « est le plus grand bienfait qu'un roi puisse accorder à son peuple ». Les commissaires nommés en exécution de cet arrêt furent MM. de Fourqueux, de Villeneuve, conseillers d'Etat ; de Guémadeuc, Chardon, de Saint-Sauveur, de Bezance, de Forge et de Trimont, maîtres des requêtes.

Les propriétaires devront remettre les originaux de leurs titres (noter la différence avec la commission de 1724) au sieur Dupont, greffier de la dite Commission. Ces titres seront communiqués au sieur Lambert, maître des requêtes, qui prendra ses conclusions.

Cette Commission devait vérifier tous les droits portant sur les grains, ce qui pouvait comprendre les péages. C'est ainsi que la Commission des minages le comprit, comme nous allons le voir en étudiant le conflit qui allait s'élever entre elle et le Bureau des péages.

En Janvier 1776, la fameuse déclaration royale, œuvre de Turgot, et qui ne fut enregistrée qu'en lit de justice, rappelle l'inexécution de la déclaration du 25 mai 1763 en ces termes :

« Une multitude d'obstacles particuliers et lo-
« caux trompaient le vœu de la loi et embarras-
« saient toutes les communications ». Le roi
exemptait de *tous droits* et s'engageait à faire
jouir d'une immunité absolue les blés, seigles-
farines, etc., mais il *promettait de pourvoir aux*
indemnités dues, ce qui laissait présager la réu-
nion d'une nouvelle Commission.

Le 5 août 1777, un arrêt ordonne la remise par les propriétaires de leurs titres de péages, bacs, moulins, etc. C'étaient là des arrêts peu exécutés du reste. Bientôt, Turgot tomba et avec lui les projets de réforme politique. Quant aux autres, ils furent repris par Necker.

2. — LA COMMISSION DE CLASSEMENT ET DE SUPPRESSION. L'ARRÊT DU 15 AOÛT 1779

Le 15 août 1779, Louis XVI, à l'instigation de Necker, créa cette *nouvelle Commission* : elle différait profondément, quant à son objet, de celle de 1724. Cette dernière était un simple bureau

de vérification qui devait s'attacher à examiner les titres produits par les propriétaires et à supprimer ceux qui ne leur semblaient pas suffisamment fondés ; *celle de 1779 est une Commission de liquidation de tous les péages* (sauf une petite restriction que nous étudierons) même de ceux que la Commission de 1724 avait laissé subsister

L'arrêt du 15 août 1779, comporte un préambule et 6 articles (1).

Ce préambule se trouve également dans H⁴3148 (2), mais assez considérablement modifié ; bien que la substance en soit la même, le manuscrit est beaucoup plus court. Il y est dit que le roi veut connaître la partie des péages dont la suppression donnerait ouverture à des remboursements ou à des indemnités. Cet examen demandera du temps pour être fait avec soin : aussi est-il bon de le commencer de suite, pour qu'à la paix (on était en pleine guerre de l'Indépendance des Etats-Unis), la suppression des péages soit prompte. Le Roi pense par cette mesure faire marcher d'un pas égal la justice envers les particuliers et la bienfaisance envers l'État.

(1) ISAMBERT, XXVI, 147.

(2) *Arch. Nat.*, H⁴ 3148.

• L'arrêt tel que nous le rapporte le recueil d'Isambert est plus long dans son préambule. Il y est dit que le roi s'occupe, par différentes mesures applicables après la guerre, à montrer sa bienveillance envers son peuple. Il a fortement à cœur de supprimer ces nombreux péages établis sur les grandes routes et sur les rivières. Leur perception arrête et fatigue le commerce ; les tarifs étant divers, les marchands et les voituriers doivent se livrer à une véritable étude ; mille petites vexations en naissent ; la facilité des échanges en souffre. Ce sont les rivières surtout qui sont frappées. Ce qui est à déplorer, car la France est heureusement pourvue de cours d'eau navigables.

Le Roi, pour ne pas augmenter outre mesure les indemnités à verser, ne supprime pas les péages établis sur les canaux, qui ne sont navigables que par des écluses ; car ces droits sont une juste récompense d'une entreprise utile à l'Etat. Tous les autres péages ne forment pas un produit assez considérable pour qu'on ne puisse le remplacer par quelque autre droit moins onéreux pour les particuliers.

Article 1^{er}. — Les propriétaires de péages de-

vront envoyer au Conseil leurs titres, savoir : les engagistes, une expédition de leur contrat d'engagement ; les propriétaires proprement dits, l'arrêt du Conseil qui les a maintenus en possession, ainsi que les registres de recettes des dix dernières années.

Article 2. — Un état des charges devra être joint à ces pièces avec un certificat de l'Intendant en constatant la bonne exécution.

L'article 3 annonce que la fixation de l'indemnité sera faite par le Roi en son Conseil.

L'article 4 annonce que la suppression totale des péages sera ordonnée ultérieurement ; jusque-là, la perception en continuera comme par le passé.

Cet arrêt, complété par celui du 11 *septembre* 1779 *sur la nomination des commissaires*, désappointe vivement le public qui s'attendait à la suppression immédiate des péages.

Dès son entrée en fonctions, la *nouvelle Commission* trouva une rivale dans la *commission de Turgot dite des minages*. Celle-ci ne devait s'occuper que des foires, halles et marchés ; mais comme la déclaration qui la créait portait : « tous droits qui se perçoivent sur les grains », elle s'arrogea le droit

de s'occuper aussi des péages. D'où une lutte, qui pour être sourde n'en fut pas moins assez vive ; il fallut que le Ministre, le 30 avril 1783, décidât que la Commission des minages n'avait pas à s'occuper des péages sur les grains (1).

C'est ainsi que la *Commission de Necker*, par esprit d'opposition, s'attacha à défendre certains propriétaires de péages contre les attaques de la *Commission de Turgot* : elle promit d'en différer la suppression et surtout de ne pas les supprimer sans indemnité préalable.

En revanche, la commission des minages demanda que tous les péages sur les grains fussent remis intégralement à son examen.

Ce long conflit se trouve rapporté aux *Archives Nationales* H⁴ 3142.

Quant à la commission de vérification, on ne la trouve plus mentionnée à partir de 1779, ainsi que l'indique l'Almanach royal, il est probable qu'elle eut elle-même l'initiative de la cessation de ses travaux et qu'elle remit ses dossiers, ses titres et ses pouvoirs entre les mains de la nouvelle venue. C'est ce que dit M. Afanassiew (2). C'est possible

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3142.

(2) *Commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*, p. 128-129.

Ce qu'il faut remarquer, c'est que la nouvelle commission que nous voyons fonctionner conserve toujours le nom de Bureau des Péages.

3. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE 1779

Il est probable que les membres de l'ancienne Commission durent retrouver un poste équivalent dans la nouvelle, étant déjà spécialisés dans ces sortes d'affaires. C'est ainsi que le sieur Chardon, maître des requêtes en 1777, se retrouve encore tel en 1779. Il en est de même pour M. Compart de la Blotterie.

L'organisation en était sensiblement la même. La commission comprenait deux conseillers d'Etat : MM. de Bacquencourt et Pajot de Marcheval ; cinq maîtres des requêtes, MM. Brochet de Saint-Prest, Chaillon de Sonville, Chardon, Compart de la Blotterie, de Colonia, plus un procureur général, M. Doublet de Persan.

Comme par le passé, c'était au *Procureur général* qu'incombait le plus lourd travail.

Les propriétaires qui voulaient bien obéir à l'arrêt du 15 août devaient envoyer au Conseil :

1^o Les engagistes, une expédition en forme de leur

contrat d'engagement et 2^o les propriétaires, l'arrêt du Conseil qui, sur avis du Bureau des Péages, les avait maintenus en possession. Ils devaient y joindre un état des charges dont ils sont tenus, plus un certificat de l'intendant de la généralité qui constate qu'ils ont satisfait aux obligations qui leur étaient prescrites à cet égard.

Puis ces pièces sont centralisées au bureau du Procureur général où l'on est chargé de ramener à l'unité monétaire les anciens tarifs en cours. Le Procureur général, après avoir pris connaissance de procès-verbaux contenant le sommaire des titres, développait chaque affaire en particulier, rédigeait les conclusions et les motifs. Il choisissait ensuite un commissaire et lui confiait l'examen d'une affaire. Il faisait son rapport, le remettait au Bureau et les commissaires étaient appelés à donner leur avis sur le travail du Procureur général et sur celui du rapporteur. S'ils n'en étaient pas satisfaits, ils pouvaient demander à revoir les pièces originales.

Le Conseil ne statuait pas uniquement sur la question de la suppression des péages. Il avait aussi à s'occuper d'une foule d'autres affaires, les unes semblant sortir de *sa spécialité* ; les autres qui s'y

rapportaient par quelque endroit. On lui avait également confié la mission connexe de s'occuper des bacs, des vannes et des moulins qui pouvaient entraver la navigation. Et les bacs étaient presque aussi nombreux que les péages. Disons, pour n'y plus revenir, que la Commission fixa d'une manière définitive la rétribution perçue par les propriétaires de ces bacs, rétribution qui auparavant était laissée à leur bon plaisir.

Nous avons trouvé aux *Archives Nationales*, série H⁴, dossier 2952, des *feuilles des affaires portées au Bureau des Péages*, feuilles tenues par MM. de Marville en 1785, de Sauvigny en 1788 et de Bacquencourt en 1789. Ces feuilles nous font pour ainsi dire toucher du doigt le fonctionnement même de la Commission. En voici un exemple :

Feuille du Bureau tenue chez M. de Bacquencourt, le 25 avril 1789 (1). Affaires distribuées entre MM. les commissaires du Bureau des Péages.

Je suppose que les numéros qui précèdent l'énoncé des affaires se réfèrent aux instances déjà examinées, ce qui nous donnerait, si nous possédions toutes les feuilles, le nombre total des péages révisés, sous cette réserve que certains péages ont

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2952.

pu faire l'objet de deux instances distinctes portant chacune un numéro d'ordre différent.

N° 1930 : M. de Saint-Prest, rapporteur. Instance entre le Prieur et les habitants de Ponchéry.

N° 2121 : Instance entre M. l'archevêque d'Albi et les habitants pour le péage de la ville et du Consulat d'Albi, etc...

Ces feuilles du Bureau étaient rédigées par le rapporteur, chez lequel se réunissaient les membres du Bureau ; et elles étaient ensuite réparties entre les commissaires pour qu'ils les examinent avant que l'affaire ne vînt en discussion.

Indépendamment de ces feuilles du Bureau, nous retrouvons, dans ce même dossier H⁴ 2952, des *feuilles de travail* du Procureur général, alors M. de Persan (il occupa fort longtemps ce poste), avec le Contrôleur général des Finances. Nous savons, en effet, que la dernière formalité avait lieu dans le cabinet du Contrôleur général à la signature duquel le Procureur général du Bureau présentait les décisions prises par les commissaires. Ces feuilles de travail traitent des demandes de liquidation et d'indemnité. Voici une copie de quelques-unes de ces feuilles.

« 1^o Feuille de travail de M. de Persan, procu-

reur général du Bureau des Péages, avec le contrôleur général des Finances, le 26 janvier 1784 (1).

« Mémoire à lire au Ministre sur la demande de M. le marquis de Saint-Vallier, pour le remboursement des 150.000 livres à quoi ont été liquidés les droits de péages de Serve et de Saint-Vallier. »

« 2^o Feuille de travail du 21 mai 1784.

« Mémoire à lire sur la demande que fait M. le marquis de Forbin d'être remboursé de la somme de 8.000 livres à quoi a été liquidé son droit de péage à Gontard en Provence ».

« 3^o Feuille de travail du 7 avril 1784.

« Parler de la lettre du prêteur de Strasbourg au sujet de l'indemnité due à cette ville pour l'abolition du péage corporel sur les Juifs ».

« 4^o Feuille de travail du 15 avril 1785.

« Travail à lire sur la demande de la ville de Strasbourg tendant à être autorisée de retenir, par ses maires sur les impositions qu'elle paye au Roi, les 2.400 livres de rente que Sa Majesté lui a accordées pour indemnité du péage corporel sur les Juifs ».

« 5^o Feuille de travail du 20 juin 1785.

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 2952.

« Mémoire par lequel Monsieur, frère du Roi, demande le remboursement du péage de Chambly. Il s'agit de demander au Ministre sur quel fonds il veut faire compter 3.750 livres à Monsieur ».

« 6^o Feuille de travail du 1^{er} novembre 1786.

« a) Mémoire à soumettre au ministre sur la demande de M. le marquis de Fouquet, tendant à obtenir l'indemnité et le remboursement à lui dû par le Domaine du Roy : savoir 103.880 livres. 19 s. 32, à cause de la non-jouissance des droits de péage d'Auvillars sur les grains depuis le 1^{er} février 1760, jusqu'au et inclus le 18 juin 1778 ; le dit péage provenant de l'échange fait entre Sa Majesté et le sieur Maréchal de Belle-Isle aux droits duquel est M. le marquis de Fouquet.

Et 6927 18 # s., payés pour contribution pendant 11 ans sur les produits des dits péages pour travaux nécessaires à la navigation :

Les dites demandes fondées sur ce que les péages dont il s'agit, se perçoivent sur les grains lors de l'échange depuis lequel il a plu au Roi de prohiber cette perception ».

« b) Minute d'arrêt du Conseil à présenter au Ministre qui ordonne le remboursement de la somme de 110.808#,170 à laquelle se trouve mon-

ter l'indemnité et le remboursement à lui demandé. »

Le 29 décembre 1786, les commissaires s'occupent à nouveau de la demande du marquis de Fouquet. On présente à la signature du ministre un arrêt tendant à ordonner que la somme due au marquis sera payée par le Trésor royal.

Ces feuilles, nous l'avons dit, présentent un grand intérêt pour voir de près le fonctionnement du Bureau.

Ces feuilles de travail permettent de préciser, ainsi qu'il suit, la marche habituelle des affaires devant le Bureau de liquidation et de classement :

1^o Une phase préparatoire. Le dossier relatif à chaque affaire était constitué par les soins du Procureur général, qui devait pour cela se mettre en relations avec le Contrôleur général des finances : ce dernier demandait probablement des propositions à l'Intendant compétent (affaire de Fouquet).

2^o Les dossiers étaient distribués entre les rapporteurs par les soins du Procureur général et du Président du Bureau. Ces rapporteurs les examinaient et soumettaient leur avis : cf. p. 138 (feuilles du Bureau).

3^o Le Bureau se réunissait et statuait sur chaque affaire (Feuilles de l'Assemblée).

4^o Signification de l'arrêt et exécution.

Le Procureur général se mettait de nouveau en rapport avec le Contrôleur général.

Le Contrôleur général ne pouvait renvoyer au Conseil des Parties une décision du Bureau qui ne lui plaisait pas, car le Bureau des Péages, comme la plupart des autres commissions extraordinaires du Conseil, *statue en dernier ressort*.

Indépendamment de ces feuilles de travail, il existait des *feuilles de l'Assemblée*, sorte de procès-verbal des séances du Bureau des péages (1). Elles étaient rédigées sur papier bleu et divisées en trois colonnes. La première portait l'énoncé des affaires ; la deuxième était destinée aux observations à faire sur chacune d'elles ; la dernière contenait les décisions proposées.

Voici la copie d'une de ces décisions proposée au sujet d'une demande en indemnité. Elle contient la suite de l'affaire de M. de Fouquet.

« L'*Assemblée* après un contrôle exact et même sévère, a estimé qu'il n'était pas possible d'élever une difficulté sur la demande en indemnité de

(1) *Arch. Nat.*, H⁴ 3163.

M. le marquis de Fouquet qui lui a parue établie sur des titres incontestables et reconnus.

« L'Assemblée, en conséquence, regarde qu'il est de toute justice de tenir compte à M. le marquis de Fouquet des jouissances dont il a été privé par le fait du Roi, pendant l'intervalle et jusqu'au rétablissement des droits ordonnés par Sa Majesté.

« L'évaluation en a été faite sur des états rapportés, non suspects ; la quotité de l'indemnité se trouve justement fixée conformément à l'avis de M. l'Intendant, lequel a conclu que la demande de M. le marquis de Fouquet n'était pas exagérée.

« Le remboursement des charges auxquelles on a fait contribuer M. le marquis de Fouquet pendant 11 années sur la navigation a également pour devoir d'être ordonné en sa faveur comme une justice et une conséquence ».

Nous venons de voir l'organisation et le fonctionnement de la Commission de 1779.

Cette Commission devait avoir pour principale préoccupation, le remboursement, ou liquidation avec indemnité des péages maintenus.

A. *Liquidation des Péages sous Louis XVI. Bases de cette liquidation.*

Après l'arrêt du 15 août 1779, portant la suppression de tous les péages, il s'agissait de savoir sur quelle base on allait procéder à la liquidation des indemnités dues pour les péages abolis.

Nous avons recherché le texte fixant cette base. Nous n'en trouvons aucune trace dans Isambert ni dans les arrêts du Conseil des Finances et du Conseil d'Etat. Nous pensons que l'arrêt n'a jamais été rendu.

Ce sont les Intendants qui proposaient les indemnités, si l'on en juge d'après l'affaire du marquis de Fouquet. Mais l'indemnité était librement fixée par la Commission qui devait s'inspirer d'une jurisprudence sur laquelle nous possédons quelques renseignements.

Nous avons trouvé les renseignements dans un *manuscrit des Archives Nationales* de H⁴ 3191 dont voici l'analyse :

La base des Indemnités fut fixée d'une façon différente, suivant les diverses sortes de péages en face desquels on se trouvait.

Les *Engagistes* se virent rembourser uniquement

la somme originaire qu'ils avaient payée « petits suppléments ».

Lorsque l'engagement avait pour objet des biens de différente nature, la ventilation en avait lieu par experts devant l'Intendant de la Généralité.

Les *communautés régulières* se virent constituer une rente à 4 °/o du principal qui leur était dû, à l'exception toutefois des droits de confirmation qui ne seront pas remboursés suivant une pratique constante.

Les *propriétaires particuliers* furent remboursés sur le pied du denier vingt (5 °/o), en en déduisant cependant, si ces péages étaient en régie, les frais de perception et d'entretien. A ceux qui se plaignaient que le denier vingt était trop peu de chose, on répondait qu'ils tireraient grand avantage de la suppression des péages.

Quant aux *villes propriétaires de péages*, on ne leur remboursa rien, sous prétexte que les péages ne leur rapportaient rien, étant établis en vue de subvenir à certaines charges d'entretien et de réfection des routes, ponts, etc... ce à quoi certaines villes auraient pu répondre qu'il faudrait maintenant qu'elles trouvent ailleurs ces sommes. Aussi finit-on par leur accorder une « petite in-

demnité », ou mieux encore un « octroi », pour subvenir à leurs charges.

Après avoir examiné les bases sur lesquelles se fixaient les indemnités, nous verrons dans différentes généralités à quelles sommes elles s'élevaient.

Les dates des arrêts du Conseil, qui fixent la liquidation de ces indemnités sont précisées : nous n'avons pu, malgré des recherches répétées, trouver le texte de ces arrêts, sauf pour la généralité d'Aix. En effet, le texte de l'arrêt du Conseil liquidant le péage du sieur Boyer d'Eguilles, est dans H⁴ 2954 (*Arch. Nat.*).

C'est dans H⁴ 2954 (Arch. Nat.), que nous avons trouvé la source des différentes liquidations d'indemnités que nous allons examiner :

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA GÉNÉRALITÉ DE PARIS

ARRÊT DU CONSEIL DU 18 DÉCEMBRE 1779

Propriétaire :

L'héritier de M. de Boisemont.

Indemnité : 1.450 francs.

N^o du dossier : 1.

Ordre de liquidation : 1.

Péage sur la rivière de Seine sur les sels passant sur les bords de la ville de Mantes.

Voici un autre exemple de péage, liquidé dans la *généralité de Grenoble*.

GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE

ARRÊT DU CONSEIL DU 17 MARS 1780

Propriétaire :

Les religieuses de la Chartreuse de Salette.

Indemnité : 20946 #.

N^o du dossier : 40.

Ordre de la liquidation : 19.

Péage sur le Rhône dans le mandement de Quirieux.

En voici deux autres pour la *généralité d'Orléans*.

GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS

ARRÊT DU CONSEIL DU 3 AVRIL 1780

Propriétaire :

Evêque de Blois.

Indemnité : 40.000 #.

N^o du dossier : 2.

Ordre de liquidation : 2.

Péage pour l'eau sur le pont de la rivière de Blois.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS

ARRÊT DU CONSEIL DU 30 AVRIL 1780

Propriétaire :

Les prieurs et religieuses de l'Annonciation de la ville de Bourges.

Indemnité : 68.000 #.

Nº du dossier : 26.

Ordre de la liquidation : 4.

Péage sur la rivière de Loire au lieu dit Mienneles-Cosne.

GÉNÉRALITÉ DE BORDEAUX

ARRÊT DU CONSEIL DU 3 AVRIL 1780

Propriétaire :

Administration de l'hôpital de la ville de La Réole.

Indemnité : 16.300 #.

Nº du dossier : 14.

Ordre de la liquidation : 3.

Péage sur les sels passant à Bordeaux sur la rivière de Garonne.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ D'AIX

ARRÊT DU CONSEIL DU 30 AVRIL 1780

Dont nous donnons plus loin le texte (p. 278).

Propriétaire :

Le sieur Boyer d'Eguilles.

Indemnité : 24.000 #.

N^o du dossier : 26.

Ordre de la liquidation : 5.

Péage et pulvération par terre au lieu dit d'Eguilles.

Nous avons retrouvé dans le dossier 2954 de la série H⁴ (1), un extrait des registres du Conseil d'Etat du Roi portant l'arrêt, fixant l'indemnité due au sieur Boyer d'Eguilles, ancien Président du Parlement d'Aix, à 24.000 £.

A cet extrait étaient attenantes les lettres patentes ordonnant l'exécution de l'arrêt, lettres revêtues du sceau royal.

(1) Arch. Nat., H⁴ 2954.

Voici la copie de l'*extrait des registres du Conseil d'Etat* :

ARRÊT DU 30 AVRIL 1780

« Par le Roi étant en son conseil.

« Vu les titres et pièces produites en exécution de l'arrêt rendu en icelui le 15 août 1729, par le sieur Boyer d'Eguilles, propriétaire du Droit de Péage et pulvérage qui se perçoit par terre au lieu dit d'Eguilles, généralité d'Aix, afin d'obtenir le règlement de l'indemnité qui lui sera due lors de la suppression du dit péage.

« Savoir l'arrêt du 12 mars 1758, qui maintient le sieur Boyer d'Eguilles dans la jouissance, etc...

« Conclusion du sieur Guerrier de Bezance, maître de requête, procureur général de Sa Majesté en cette partie.

« Vu aussi l'*avis des sieurs Commissaires* nommés par l'arrêt du 11 septembre 1779.

« Oui, le rapport du sieur Moreau de Beaumont, Conseiller d'Etat extraordinaire au Conseil royal des Finances.

« Le Roi étant en son Conseil, conformément à l'intention des sieurs Commissaires, a *ordonné* et *ordonne* que l'*indemnité* qui sera due au sieur Boyer d'Eguilles, à raison du péage et pulvérage qui se

perçoit au *lieu dit d'Eguilles*, sera et demeurera fixé à la somme de 24.000 # ».

Signé : GUERRIER DE BEZANCE.

Il faut dire du reste qu'après cet arrêt intervient, le 16 *janvier* 1781 *une décision royale* disant que le *remboursement ne pouvait avoir lieu*, la terre d'Eguilles étant *substituée* et la substitution interdite au grevé d'aliéner les biens substitués dans l'intérêt des appelés. Cette expropriation pourrait nuire à ces derniers.

Malgré les placets adressés au roi par l'intermédiaire de Monsieur et de M. de Maupas.

Le sieur Boyer d'Eguilles ne toucha pas ses 24.000 # d'indemnité.

Voici quatre exemples de péages, qui ont tous été liquidés le même jour : savoir le 12 JUILLET 1780 : 1^o dans la généralité de *Besançon*.

GÉNÉRALITÉ DE BESANÇON

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 JUILLET 1780

Propriétaire :

M^{me} la comtesse de Lauraguais, ci-devant M. le maréchal d'Isenghein.

Indemnité : 6.341 #, 10.

N^o du dossier : 13.

Ordre de la liquidation : 6.

Péage par terre au lieu dit Jongue.

2^o Dans la généralité de *Paris*.

GÉNÉRALITÉ DE PARIS

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 JUILLET 1780

Propriétaire :

Les Chanoines et Chapitre de Notre-Dame de la ville de Mantes.

Indemnité : 521 *li.*

N^o du dossier : 16.

Ordre de la liquidation : 10.

Péage sur la rivière de Seine du Grand Acquit de Saint-Maclou et par terre à Mantes.

3^o Dans la généralité de *Bretagne*.

GÉNÉRALITÉ DE BRETAGNE

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 JUILLET 1780

Propriétaire :

Le sieur Boyer des Nétumières.

Indemnité : 600 *£*.

N^o du dossier : 16.

Ordre de la liquidation : 7.

Péage par Terre en la terre des Rochers (1).

(1) M. Gouaislin signale dans sa thèse que ce péage dans la terre

4^o Dans la généralité d'Aix :

GÉNÉRALITÉ D'AIX

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 JUILLET 1780

Propriétaire :

Les Religieuses Célestines de Saint-Pierre de la ville d'Avignon.

Indemnité : 198.000#

N^o du dossier : 7.

Ordre de la liquidation : 8.

Péage sur le Rhône et par terre à Tarascon, à Saint-Gabriel de Caurade et à Lubières.

Nous allons donner maintenant d'autres listes se rapportant aux différentes provinces du Royaume.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE LORRAINE

ARRÊT DU CONSEIL DU 3 AOUT 1780

Propriétaire :

M^{me} la Comtesse de la Tour en Wœvre.

Indemnité : 10.000 #.

des Rochers appartenant à M. des Nétumières fut supprimé le 13 juillet 1767. Remarquer qu'il n'a été liquidé qu'en 1780 (le 12 juillet).

N^o du dossier : 41.

Ordre de la liquidation : 15.

Péage par terre au lieu de Suzemons.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 SEPTEMBRE 1780

Propriétaire :

M. le Comte d'Egmont.

Indemnité : 18.000 #.

N^o du dossier : 10.

Ordre de la liquidation : 11.

Péage par terre dans la ville de Braine.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE DIJON

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 SEPTEMBRE 1780

Propriétaire :

M. de Courié.

Indemnité : 1600 #.

N^o du dossier : 8.

Ordre de la liquidation : 12.

Péage par terre au lieu de péage au Boyer.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 SEPTEMBRE 1780

Propriétaire :

Les Doyens Chanoines au Chapitre de l'Eglise
de Vienne.

Indemnité : 99.000 #.

Nº du dossier : 32.

Ordre de la liquidation : 13.

Péage sur le Rhône et par terre de la ville de
Vienne.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DU LANGUEDOC

ARRÊT DU CONSEIL DU 12 SEPTEMBRE 1780

Propriétaire :

Le sieur Le Blond.

Indemnité : 23730 #.

Nº du dossier : 22.

Ordre de la liquidation : 14.

Péage sur le Rhône et par terre dans la Seigneurie
de la Mothe.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ
DANS LA GÉNÉRALITÉ DE PARIS

ARRÊT DU CONSEIL DU 2 MARS 1781

Propriétaire :

Le sieur Duclos Dufresnoy et le sieur et la dame de Mornay représentant le sieur Bouret de Bou-ron.

Indemnité : 29.400 #.

N^o du dossier : 12.

Ordre de la liquidation : 20.

Péage appelé le grand acquit sur la rivière de Seine en la ville de Mantes.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE DIJON

ARRÊT DU CONSEIL DU 3 MARS 1781

Propriétaire :

Les Chanoines et Chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon et le sieur Berbis représentant le sieur Samy.

Indemnité : 7.266 #.

N^o du dossier : 39.

Ordre de la liquidation : 16.

Péage sur la rivière de Saône au lieu de Mailly.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ D'AIX

ARRÊT DU CONSEIL DU 3 MARS 1781

Propriétaire :

M. de Volbelle.

Indemnité : 26.000 #.

Nº du dossier : 37.

Ordre de la liquidation : 17.

Péage sur la rivière de Durance et par terre au lieu et dans la seigneurie de Aeyrarguet.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE DIJON

ARRÊT DU CONSEIL DU 17 MARS 1781

Propriétaire :

Les Chanoines et Chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon. Le sieur Monbrio représentant le sieur de Pennevoy.

Indemnité : 30.102 #.

Nº du dossier : 38.

Ordre de la liquidation : 18.

Péage sur la rivière de Saône et par terre au lieu de Châtelin.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE GRENOBLE

ARRÊT DU CONSEIL DU 1^{er} JUIN 1782

Propriétaire :

Les prieurs et religieuses de la Grande Chartreuse.

Indemnité : 6.000# .

N^o du dossier : 36.

Ordre de la liquidation : 21.

Péage par terre au lieu et dans la seigneurie de Voreppe.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA
GÉNÉRALITÉ DE PARIS

ARRÊT DU CONSEIL DU 1^{er} JUIN 1782

Propriétaire :

Les sieurs et dames de Mornay représentant le sieur Bouret de Bouron et le maire et échevins de la ville de Mantes.

Indemnité : 36.999.

N^o du dossier :

Ordre de la liquidation : 22.

Péage sur la rivière de Seine et par terre en
la ville de Mantes.

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA GÉNÉRALITÉ DE CHALONS

ARRÊT DU CONSEIL DU 10 AOUT 1783

Propriétaire :

Mr le Comte de Tavanès.

Indemnité : 11.566 #.

N^o du dossier : 47.

Ordre de la liquidation : 23.

Péage par terre à Tebe Chatel

LIQUIDATION D'INDEMNITÉ DANS LA GÉNÉRALITÉ D'AIX

ARRÊT DU CONSEIL DU 24 JUIN 1785

Propriétaire :

M. de Forbin La Barbeu.

Indemnité : 8.000 #.

N^o du dossier : 31.

Ordre de la liquidation : 9.

Péage par terre dans la Seigneurerie de Gontard.

Ces indemnités étaient-elles toujours évaluées bien exactement ?

On peut en douter ; mais il est vrai que l'exemple que nous allons donner est antérieur à l'arrêt du 15 août 1779.

Le 14 septembre 1775 (1), le marquis de Gironde était propriétaire des droits de Leyde (Péage) à Clermont-Ferrand. Le 20 août 1775, ces droits sont supprimés dans la ville de Clermont pour les marchandises autres que les grains (les droits sur les grains, nous l'avons vu, l'avaient été le 21 avril 1771).

Le produit annuel de ce droit était de 8.500 livres dont le marquis n'avait que les $\frac{2}{3}$, soit environ 5.670 livres.

On lui remboursa un capital calculé sur le revenu de 709 livres 15 s. capitalisés au denier 50 ($2\frac{0}{10}$), ce qui est peu. Nous ne croyons pas qu'il soit téméraire de penser qu'il en fut ainsi à peu près pour tous les péages.

(1) *Arch. Nat.* : V⁷ 91.

Poursuivant son œuvre d'affranchissement du commerce, la Commission de 1779 allait, après avoir liquidé certains péages maintenus, prononcer la suppression pure et simple d'autres péages qui ne répondaient pas aux exigences formulées.

*B. Exemples de Péages supprimés
sous Louis XVI*

Par un arrêt du 14 avril 1785, la Comtesse de Pavannes voit supprimer son droit de péage dans la seigneurie de Beaumont (1).

Un arrêt du 13 mars 1786, dans l'affaire de Chamousset contre le prince de Listenois et l'abbé de Courtenay, supprimait les péages de Césy et de Saint-Aubin.

Voici l'analyse de cette affaire (2).

Après l'arrêt de 1724, l'abbé de Courtenay avait produit ses titres, mais n'avait pas suffisamment prouvé l'existence de son droit de péage dans le village de Césy.

Ce droit fut supprimé en 1731 (le 18 juillet). Puis il mourut, et son héritière, la princesse de Beaufremont, produisit de nouveaux titres en

(1) *Arch. Nat.* : V⁷ 91.

(2) *Arch. Nat.* : V⁷ 91.

faveur de l'existence du péage ; on suspendit donc l'exécution de l'arrêt, et sans nouveau jugement, la perception continua jusqu'en 1741.

Sur ces entrefaites, le Procureur général du Bureau, M. de Maboul, voyant l'arrêt de 1731 ordonna de nouveau la suppression du péage, le 1^{er} mars 1741.

Les choses restèrent en cet état jusqu'en 1776, où le prince de Listenois présenta aux commissaires une requête tendant au rétablissement des droits supprimés. En échange, il offrait de réparer un pont et une digue sur l'Yonne : ces offres sont acceptées et le péage rétabli. Mais M^{me} de Chamousset prenant en mains les intérêts des habitants du Fey, de Villevallier, de Joigny, ainsi que des marchands qui fréquentaient l'Yonne, demande la nouvelle suppression du péage.

On ne lui accorde qu'une demi-satisfaction : le Bureau décide que le péage sera transporté de Césy à Saint-Aubin. C'est alors qu'intervient le seigneur de Saint-Aubin, M. de Persan, qui proteste contre l'arrêt de 1776. Le 10 septembre 1778, un arrêt ordonne qu'il sera sursis à son exécution.

Mais ceci ne faisait pas l'affaire de M. de Lis-

tenois qui voulait obtenir le rétablissement de son péage et pour cela soutenait qu'il était féodal et avait été établi sans charges ; que sa possession remontait au xii^e siècle et avait été exercée sans autre interruption que celle forcée qui résultait de l'arrêt de 1731. Il disait, d'autre part, que s'il ne faisait pas entretenir les ponts, c'est qu'il y avait à Césy une route royale par où pouvaient passer les voyageurs et les marchands.

Pour cette nouvelle prétention, le Bureau nomma un rapporteur, M. de Saint-Prest, dont voici l'avis : ce péage est extrêmement ancien et même beaucoup plus ancien qu'il n'est nécessaire pour avoir force de possession. C'est bien un péage d'une espèce particulière : né avec l'anarchie des temps féodaux, il doit être supprimé ; de plus, un droit de péage, même légitime, ne peut subsister après une interruption de 35 ans : tous les droits de cette espèce sont éteints après un intervalle d'une année et ne peuvent être rétablis qu'avec une concession nouvelle du Roi ou une confirmation de l'ancienne.

Le péage de Césy n'ayant aucune raison d'être confirmé, le rapporteur propose purement et sim-

plement l'exécution de l'arrêt du 18 juillet 1731.

Son avis fut suivi, car le 13 mars 1786 (1), on supprimait à la fois le péage de Césy et celui de Saint-Aubin.

Signalons encore dans les péages supprimés sous Louis XVI, le péage corporel sur les Juifs et autres droits auxquels ils étaient assujettis. Cet affranchissement est dans l'édit de janvier 1784 (2).

4. — RÉSULTATS DE L'ŒUVRE DE LA COMMISSION DES PÉAGES DE 1779 SOUS LOUIS XVI

A la date du 15 août 1779, il subsistait encore en France 2.054 péages (3).

Comme leurs prédécesseurs, les commissaires nommés par l'arrêt du 15 août 1779, se trouvèrent en face de la difficulté suivante : certains péages étaient considérés (4) comme « un tribut arraché par la force oppressive » ; ceux-là furent soumis à une vérification très sévère. C'était l'idée que nous trouvons rapportée dans une lettre

(1) *Arch. Nat.* : V⁷ 91.

(2) ISAMBERT 27, page 360.

(3) *Arch. Nat.* : H²2953.

(4) *Arch. Nat.* : H²3194.

en date du 6 septembre 1778, adressée par l'intendant de la généralité de Montauban à M. Guerrier de Bezance, commissaire au Bureau des péages (1). En lui adressant l'état des péages de sa généralité ; il fait remarquer que « ces tarifs
« ne doivent leur origine qu'aux troubles et à
« l'anarchie du gouvernement féodal. Il ne doit
« subsister aucune trace de l'ancienne barbarie, ni
« de droits qui n'ont absolument aucun objet ».

La Commission se mit de suite au travail et alla vite. En 1780, un an après sa réunion, il restait encore à vérifier 950 péages, y compris les 203 péages du Domaine, sur les 2.054 péages encore existants. Le rapporteur qui fait cette constatation présume même que la plupart d'entre eux ne résisterait pas à un examen sérieux. Nous ne trouvons pas dans le manuscrit de H⁴2953 le nom de ce rapporteur et le travail n'est pas signé.

Quant aux péages maintenus, ils ne forment en 1780 pas même le tiers de ceux qui existaient en France en 1724.

On fait remarquer dans le travail que si pareille tâche eût été imposée aux juges de droit commun, à supposer qu'ils eussent eu les con-

(1) *Arch. Nat.* : H⁴3194.

naissances techniques nécessaires pour l'amener à bien, ils auraient probablement été influencés par les principes généraux du droit et n'auraient pas prononcé la suppression des péages dont l'existence remontait à plus de 30 ans, conformément aux principes généraux en matière de prescription. En outre, s'il faut en croire le même auteur, les frais devant la Commission étaient réduits au minimum.

Quant à l'esprit avec lequel devait juger la Commission, on peut s'en rendre compte par un exemple.

« On ne doit aucun égard aux détenteurs soupçonnés d'usurpation, mais il serait impossible d'étouffer les plaintes de ceux qui auraient leurs titres et les lois mêmes pour garants de leur propriété ».

Cependant, en 1780, on n'avait encore liquidé que 26 péages ; il avait été versé par le Trésor royal des indemnités dont le total se montait à un million 7.659 livres.

Il en restait à vérifier 1.421 (non domaniaux) et si nous calculons la somme proportionnelle qui devait être versée pour leur *rachat*, nous voyons que cette somme monterait à plus de 84

millions, chiffre énorme, si l'on songe qu'au moment où Necker prit le pouvoir, le *déficit annuel* était de 21 millions !

Mais, en réalité, il y avait peu de péages dont le revenu était inférieur à 1.500 livres. La plupart de ceux qui restaient à liquider produisaient plus du double ; certains allaient même jusqu'à 50.000 livres et plus. Il était donc très difficile de se faire une idée même approximative du coût du rachat, mais il était certainement supérieur à 84 millions. Il fallait donc d'abord liquider les péages pour connaître le total des indemnités.

Le public, nous l'avons dit, murmurait contre ces retards, et les réformes utiles mais fragmentaires de Necker grevaient le budget de la France. On attendait cependant de lui le *rachat* complet et l'affranchissement de ces entraves au commerce.

Necker lui-même entretenait cet optimisme. Dans le fameux *Compte rendu au Roi* (1), il annonce à Louis XVI que les renseignements nécessaires pour le remboursement sont recueillis, et que les péages seront supprimés aussitôt que la situation des finances le permettra et, ajoutait le ministre,

(1) Paris, 1781, p. 88

« je vois d'avance qu'il ne faudra pas un grand sacrifice pour y parvenir.

« Il est un grand nombre de péages qui assujettissent à des frais presque équivalents au revenu et soit par ce motif, soit par amour du bien public, plusieurs propriétaires ont offert à Votre Majesté l'abandon gratuit de leurs titres. »

Parmi ces généreux citoyens on relève le nom de M. de Thomassin, président du Parlement de Provence, qui supprime les péages sur son marquisat de Saint-Paul, suivant l'exemple de M. de Laverdy, qui avait abandonné les péages de sa terre de Gambais, de M. de Barentin pour son domaine d'Hardivilliers. La comtesse de Rigny renonça aux péages perçus à son profit dans le comté de Courtenay.

Quant aux péages domaniaux, la question se posait différemment (1) : ils étaient assujettis au paiement d'une redevance de 10 s. par livre, payés par les engagistes.

Il était également question de supprimer ces péages, mais il aurait fallu supprimer également ceux des propriétaires particuliers — ce qui diminuerait de beaucoup la valeur des fiefs — par là,

(1) *Arch. Nat.*, H²2953.

cela reviendrait à diminuer également les droits du Roi auquel appartient la suprématie de la mouvance, le centième denier et d'autres droits. Cependant l'arrêt du 15 août s'engageait solennellement à supprimer tous les droits de péage.

Quant aux moyens à appliquer pour y parvenir, on se demandait si ce devait être la nation assemblée qui le déterminerait ; mais elle ne le pourrait qu'en assurant en même temps une indemnité aux propriétaires. Les provinces, ne pourraient se charger de ce rachat, car ce sont souvent des commerçants des provinces voisines qui payent les droits.

Chose très curieuse, un *mémoire* du 7 mai 1783 (1) s'exprime en ces termes. « On ne met point en doute que tous les péages sur les grains possédés par des particuliers sont supprimés. Cependant M. le Procureur général (du Bureau des Péages), ne cite pas la loi qui a excepté les villes et communautés possédant péages et ceux faisant partie de la *Ferme générale* (Péages domaniaux non engagés), de la disposition de la déclaration du 25 mai 1763 et des lettres patentes du 5 mars 1764 ».

Il s'agit dans ces textes de la suppression des

(1) *Arch. Nat.* H³142.

péages sur les grains possédés par des particuliers, et ce mémoire ne parle pas de l'arrêt du Conseil du 10 novembre 1739 et invoque ces lettres patentes pour prouver le maintien des péages aux communautés, villes, ou fermes générales.

Enfin, qu'on n'oublie pas que la Commission de liquidation était aidée dans son œuvre par l'autorité royale qui procédait par voie de suppression radicale de certains péages.

L'arrêt du 13 juillet 1785, exemptait les eaux de vie, destinées à l'étranger, de tous droits de péages domaniaux.

Le 28 octobre 1785 (1), un arrêt fait défense de percevoir aucun droit de péage sur les charbons de terre, qui ne se trouverait pas nommément exprimé dans les tarifs des pancartes.

Le 28 octobre 1785 (2) également, un arrêt fait défense aux bateliers et pontonniers de Soubise, Brouage et Tournay-Charente d'exiger aucun droit de péage pour le passage de convois militaires et des munitions.

Parfois on relève des tendances contradictoires.

Le 18 novembre 1786 (3) un arrêt ordonne qu'en

(1) et (2) *Arch. Nat.*, H⁴3163.

(3) *Arch. Nat.* H⁴3148.

attendant la vérification des titres des droits de péage et autres appartenant au duc d'Orléans dans tous ses domaines, le duc continuera à faire percevoir ces droits d'après les tarifs qui seront enregistrés.

Par contre, un *arrêt du Conseil d'Etat* du 15 mars 1788, dit que Sa Majesté autorise les engagements pour la durée de son règne : engagements de ses domaines et fonds domaniaux. Il règle les formalités et les conditions des dits engagements. C'est la répétition d'un arrêt du 14 janvier 1781 (1).

(1) *Arch. Nat.* (H⁴3142).

CHAPITRE III

LA REVOLUTION (1)

Lorsque *Calonne* était arrivé aux affaires en 1787, il avait fait rédiger un *projet en forme d'édit*, par les soins de Dupont de Nemours, projet qui fut, par la suite, amendé par les bureaux de l'Assemblée des Notables et que *Necker* retrouva en 1788. Il s'agissait de supprimer complètement, en indemnisant leurs propriétaires, tous les péages existant encore en France —.

Grâce au travail de la Commission du 15 août 1779, le nombre des péages particuliers avait été grandement diminué : il n'en existait plus à vérifier que 747.

(1) Les sources principales de ce chapitre nous ont été fournies par *Arch. Nat.* : H³3174 ; L'ouvrage de M. BONNASSIEUX : *Les cahiers de 1789 au point de vue commercial et industriel*, et l'ouvrage de M. STOURM : *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution Origine du système financier actuel*.

Lors du bouleversement de la fin de 1788, de l'embarras financier, le projet ne fut pas exécuté et les cahiers de 1789 s'en plaignent à plusieurs reprises (Cf. Bonnassieux, *Examen des cahiers de 1789 au point de vue commercial et industriel*). Les nombreux péages qui existent encore entravent le commerce, gênent l'industrie en arrêtant à chaque instant la circulation des marchandises.

Ce droit, comme tous les autres droits féodaux, allait être supprimé dans la *nuit du 4 août*.

Le vicomte de Noailles demanda *le rachat des droits proprement féodaux, l'abolition sans indemnité des servitudes personnelles*.

Le duc d'Aiguillon qui parla après lui appuya la proposition du *rachat, mais pour tous les droits féodaux, quels qu'ils fussent*. Cette proposition fut votée d'enthousiasme avec des distinctions.

Dans son préambule la *déclaration du 4 août* détruit le régime féodal et abolit sans indemnité les droits qui tiennent à la main-morte ou à la servitude personnelle, tous les autres étaient rachetables : de ce nombre furent les droits de péage.

Quant à l'évaluation des indemnités, deux projets se trouvaient en présence.

Un certain M. Le Dure, directeur des deniers du

Domaine du Roi et de Monsieur écrit, en 1789, un *Mémoire sur le Rachat des droits féodaux* (1). L'auteur se prononce contre le rachat général par paroisse ; seul le rachat individuel lui paraît praticable.

Il a préparé un petit *projet de décret*. Dans l'article 4 du projet, M. Le Dure propose que les droits de péage soient rachetés sur le pied du denier 25, calculé sur le produit moyen de 10 ans de perception. Les remboursements seront effectués par le Trésor public, sur présentation des titres de propriété par les propriétaires, et de l'état certifié par la municipalité du produit des dits droits, à l'Assemblée du département pour y être homologué et le remboursement exécuté.

Article 12. — Les rachats et les extinctions se feront individuellement à la volonté et liberté de chaque débiteur des dits droits, sauf les redevances solidaires qui seront rachetées en un seul paiement.

Article 13. — Les quittances de rachat des dits droits seront passées par devant notaire, aux frais des redevables, sous peine de nullité et contiendront le détail des héritages et des droits dont ils

(1) *Arch. Nat.*, : H³174.

demeureront libérés avec énonciation des seigneurs et des fiefs dont ils dépendaient.

Un *nouveau projet* (1) surgit : il était proposé par les *comités de féodalité*, s'inspirait du projet de Dupont de Nemours, mais considérablement modifié. Il supprimait dans son article premier tous les péages dont ces propriétaires n'avaient pas représenté de titres : mesure qui n'est pas nouvelle.

Quant aux droits dont la Commission de 1779 avait prononcé le maintien, ils continueront d'être perçus, *jusqu'au remboursement*. Ce projet plus libéral n'avait aucune chance d'être adopté : on le lui fit bien voir. Du reste, projet et décret se rejoignaient sur un point : on n'accordait aux péages qu'un délai de grâce jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Un *troisième projet* (2) éclôt sur ces entrefaites : L'article *premier* déclare que les droits de péage maintenus sont des droits rachetables.

L'article *deuxième* décerne un satisfecit aux commissaires du bureau des Péages et les invite à

(1) *Arch. Nat.*, : II⁴3174.

(2) *Arch. Nat.*, : II⁴3174.

continuer leurs travaux, tant sur la vérification que sur la liquidation des péages.

L'*article trois* vise le taux de remboursement des péages vérifiés : il est fixé au denier 25 de leur produit annuel moyen. C'est sur cette base qu'on procédera à la liquidation, déduction faite des charges d'entretien et des frais de perception (*article cinq*).

On devait craindre que les paysans, s'appuyant sur les termes vagues et grandiloquents du décret du 4 août, refusent de payer tout droit de péage ; aussi le projet charge-t-il les municipalités et les troupes de prêter main forte pour la perception de ces droits.

Une note manuscrite faisant partie de H⁴ 3174, distingue deux espèces de péages : 1^o Ceux qui sont attachés aux terres. 2^o Ceux qui sont grevés de charges journalières relatives à l'utilité publique.

On ne peut supprimer les uns sans avoir pourvu à leur indemnité, ni les autres sans avoir mis à leur place de quoi subvenir aux objets auxquels les produits sont affectés.

L'Assemblée Nationale ayant à choisir entre les différents projets dont nous avons parlé ci-dessus,

n'hésita pas à faire sien le projet de Calonne, que Necker avait adopté après amendement et dans ses travaux, la Commission de l'Agriculture et du Commerce rendit hommage à ses prédécesseurs et parla du travail déjà fait antérieurement.

Mais cependant, une destruction plus radicale des péages était annoncée.

Le préambule du *décret du 4 août* ne s'exprimait pas clairement sur la nature des droits qui seraient rachetables ou qui ne le seraient pas. Pour les membres même de l'Assemblée, le droit de péage n'appartenait pas à la main-morte réelle ou personnelle et à la servitude personnelle ; d'où les projets de rachat. Mais la Constituante, sur la proposition de Merlin, ne fut pas de cet avis ; ce qui prouve bien l'incertitude et l'incohérence de ces discussions hâtives.

Le 15 mars 1790, le *décret sur les droits féodaux* distinguait entre les *droits de la féodalité dominante* qui étaient abolis et ceux de la *féodalité contractante* qui étaient maintenus. Et, chose curieuse, les péages rentraient dans les droits de la première catégorie !

Le 28 mars 1790, le *Roi promulguait le DÉCRET DU 15 MARS* :

Dans son *article 1^{er}*, § 13, il nous dit que les droits de péage sont supprimés sans indemnité. Mais, une fois le principe posé, les exceptions apparaissent nombreuses. Tous les péages, en effet, ne vont pas être abolis :

Au § 15, nous voyons que : sont exceptés de la suppression prévue au § 13, les *octrois autorisés*. Ce sont les péages domaniaux qui dépendent du domaine de la Couronne et qui se perçoivent au profit du Trésor public ; les péages accordés à titre d'indemnité à des propriétaires de moulins, usines, etc., supprimés pour cause d'utilité publique.

Durant ces vicissitudes, qu'était devenu le Bureau des Péages ?

Le 27 octobre 1789, un règlement du Roi l'avait supprimé (1). Il comprenait alors huit membres (2) : deux conseillers d'Etat, cinq maîtres des requêtes et le procureur général.

Nous y retrouvons les noms de 1779, comme Chaillon, Compart de la Blotterie, de Bacquencourt, de Persan.

En novembre 1789, les attributions du défunt

(1) *Arch. Nat.*, H⁴3174.

(2) *Almanach royal*.

bureau furent attribuées au *Bureau des grains* : il comprend alors treize membres : trois conseillers, neuf maîtres des requêtes, le procureur général.

En 1791, *cette Commission est supprimée*, on en donne les attributions à un comité dépendant de l'Assemblée Nationale, sous le nom de COMITÉ DE LIQUIDATION. Il y avait un président, deux secrétaires et un commis. Les propriétaires de droits féodaux devaient y apporter leurs titres, s'ils croyaient réunir les conditions voulues pour être indemnisés. Ces titres devaient être accompagnés d'un double inventaire. Ce Comité ne devait pas tarder à voir accru le nombre de ses membres, qui, depuis le 2 octobre 1792, sont choisis parmi les députés, au nombre de 28, dont six députés suppléants.

Malgré ces différents comités, on peut dire que le rachat des quelques péages qui subsistaient encore, *péages domaniaux*, n'avança pas. Pour éviter toute discussion, la Convention, en pleine Terreur, le 17 juillet 1793, abolit purement et simplement tous les droits féodaux. Et, pour faciliter cette mesure radicale, le 30 avril 1793 (1), le ministre des Contributions publiques, s'adres-

(1) *Arch. Nat.*, H³174.

sant au citoyen Chateaubourg, ex-secrétaire greffier de la Commission des Péages, lui signale que : « la Convention Nationale » a, par *décret du 7 mars 1793*, ordonné que tous les intendants de commerce, maître des requêtes et autres agents de l'ancien gouvernement seront tenus de remettre sous huitaine, à compter de la publication du présent décret, à chacun des ministres, tous les papiers, livres, documents qu'ils ont eux en leur pouvoir sous peine d'une amende de dix-huit livres par jour de retard.

CONCLUSION

La lutte que le pouvoir royal entreprit contre les péages n'est qu'un épisode isolé des efforts faits, souvent en vain, pour donner au commerce et à l'industrie plus d'essor et plus de liberté. C'est à cet ordre de tentatives que se rattachent entre autres mesures, la création des cinq grosses fermes, la suppression des douanes intérieures, des corporations, etc. : Colbert et Turgot y attachent leurs noms.

La suppression des péages était difficile ; tous s'en plaignaient, excepté ceux-là même qui en tiraient un profit que ne compensait pas les avantages fournis aux commerçants et aux simples particuliers.

Depuis longtemps déjà, la protection que les seigneurs devait fournir aux passants était rendue illusoire par les progrès du pouvoir royal. L'entretien des ponts, bacs et routes devait plutôt rentrer dans les charges de l'Etat. Des exemptions, des suppressions partielles font voir

que la monarchie se rendait compte des desiderata du commerce, mais ne pouvait ni n'osait les satisfaire : elle n'osait de crainte de mécontenter les propriétaires des péages ; elle ne pouvait, car l'état des finances ne lui permettait pas d'indemniser intégralement ces propriétaires.

Aussi se résolut-elle à faire une côte mal taillée. En 1724, elle crée une commission extraordinaire pour procéder à la vérification des titres des propriétaires percevant un droit de péage. Cette commission qui fonctionna d'abord mollement, qui ne fit guère de bon travail qu'à partir de 1770, supprima 3.521 péages, sur les 5.688 existant alors en France : il restait donc 2.054 péages, car à côté des péages particuliers supprimés, on suspendit 113 péages domaniaux.

Sous le règne de Louis XVI, l'impulsion vigoureuse que Turgot se proposait de donner au commerce, agit dans le sens d'une suppression radicale des péages. Ceux qui subsistaient encore avaient été, soit maintenus formellement par la commission, soit supprimés parce que les propriétaires n'avaient pas jugé à propos de représenter leurs titres de propriété, malgré les arrêts du Conseil.

Mais en fait ou en droit, tous ces péages n'en étaient pas moins une gêne considérable.

Turgot crut que le Trésor royal serait à même de rembourser les propriétaires et que le bien-être général ne tarderait pas à indemniser les finances publiques de la perte assez grande que la suppression totale des péages allait entraîner : une perte première, résultant du versement de l'indemnité ; un manque à gagner, car les péages étaient assujettis à une redevance de 10 s. par livre sans parler du 20^e frappant les propriétaires dont les titres étaient confirmés et des droits de mutation. Cette mesure fut résolue, puis on commença à l'appliquer, mais on ne tarda pas à s'arrêter.

La chute de Turgot cependant ne fut pas un obstacle aux projets qui étaient sans l'air, car Necker les reprit et, en 1779, créa une nouvelle Commission, dite Commission de classement et de suppression. Ce nouvel organisme était composé comme l'ancien de conseillers d'Etat et maîtres des requêtes, qui se mirent à la tâche avec une extrême lenteur puisqu'en 1780, ils n'avaient liquidé que 26 péages !

En 1781 Necker annonce que les péages seront supprimés, « sitôt que la situation financière le

permettra », c'est-à-dire qu'ils ne devaient jamais l'être, du moins dans la forme où Necker l'entendait.

Les cahiers de 1789 se plaignent encore du grand nombre de péages subsistant. Il allait appartenir à la Révolution de les abolir.

Il surgit des difficultés que l'on n'avait pas prévues dans le bel enthousiasme de la nuit du 4 août ; grâce à la distinction faite entre la *féodalité dominante* et la *féodalité contractante*, on put classer les péages dans les droits relevant de la première catégorie.

On confia l'examen des indemnités à verser à la Direction générale de liquidation qui remplaça le Bureau des péages supprimé en 1789. Cette commission ne fonctionna pas pendant longtemps. D'autres soucis plus pressants occupaient les esprits et le principe de l'abolition complète de tous ces droits seigneuriaux, à quelque catégorie qu'ils appartenissent, gagnait du terrain.

La Convention l'adopta en 1793.

C'est ainsi que, pendant tout le XVIII^e siècle, se déroulèrent les péripéties d'une lutte entreprise depuis le XIII^e siècle que la routine avait empêché d'aboutir. Sur ce point, comme sur bien d'autres,

une révolution accomplit brutalement ce qu'une évolution avait préparé.

Vu et approuvé, 23 juillet 1925

Le Président de la thèse,

OLIVIER MARTIN.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHELÉMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur

de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

A. Sources manuscrites :

Archives Nationales, V⁷⁹⁰ et V⁷⁹¹. — H²⁹³³ — H²⁹⁵². — H²⁹⁵³ — H²⁹⁵⁴ — H²⁹⁵⁵. — H³¹⁴² — H³¹⁴⁸ — H³¹⁶³ — H³¹⁷⁴ — H³¹⁹¹ — H³¹⁹⁴ — H³²²⁹ — H³⁶⁴⁸ — AD^{xi} 39 — FX¹⁷ à 9. — G¹⁶⁴⁰.

B. Sources imprimées

- AFANASSIEW. — *Le Commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*. Etude historique traduite du russe sous la direction de Boyer. Paris 1894, 1 vol., in-4.
- A. DE BOISLISLE. — *Les Conseils sous Louis XIV*. Appendice ⁸ aux Mémoires de Saint-Simon, tomes IV et V, Paris 1884 et 1886.
- A. DE BOISLISLE. — *La Correspondance des Intendants sous Louis XIV*. Paris 1874-1897. Trois tomes, in-4.
- BONNASSIEUX et LELONG. — *Procès verbaux du Conseil du Commerce*. Paris 1900, un vol. in-4.
- BONNASSIEUX. — *Les Cahiers de 1789 au point de vue commercial et industriel*. (Extrait de la revue générale d'administration) Paris 1884, in-8, 41 p.
- BRISAUD. — *Manuel d'Histoire du Droit français*. Paris 1893-1903 1 vol. in-8.
- CHOPPIN. — *Œuvres*, Paris 1662. 5 vol. in-folio.
- DUMAS. — *La généralité de Tours au XVIII^e siècle*. Administration de l'Intendant Du Cluzel. Paris 1894, 1 vol. in-4.
- GODARD. — *Le pouvoir des Intendants sous Louis XIV, particulièrement dans les pays d'élection de 1661 à 1706*. Paris 1901, 1 vol. in-8

- GOUAISLIN. — *Etat des Péages en France et plus particulièrement en la province de Bretagne sous l'Ancien Régime*. Thèse de Rennes pour le Doctorat en Droit, Rennes 1924.
- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence civile, criminelle, bénéficiale et canonique*. Paris 1784-1785, 17 vol. in-4.
- GUILMOTO. — *Etude sur les droits de la navigation de la Seine de Paris à la Roche-Guyon, du XI^e au XVIII^e siècle*. Paris 1889 in-8.
- GUILLARD. — *Histoire du Conseil du Roi depuis le commencement de la monarchie, jusqu'à la fin du règne de Louis le Grand*. Paris A U, Coustelier 1718 in-4, (Lé.¹⁷).
- ISAMBERT, JOURDONNET, DEGRUSY. — *Recueil des lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*. Paris 18...1833, 29 vol. in-8.
- LHÉRITIER. — *Tourny Intendant de Bordeaux*. Thèse de Doctorat ès-lettres. Paris 1920 in-8.
- NECKER. — *Compte-rendu au Roi*. Paris, Imprimerie Royale 1781, in-4.
- SAINT-SIMON. — *Mémoires*. Nouvelle édition collationnée sur le manuscrit autographe avec notes et appendices de A. de Boislisle, tomes IV et V. Paris 1884 et 1886.
- STOURM. — *Les Finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*. Origine du système financier actuel. Paris 1885, 2 vol. in-8.
- TURGOT. — (Intendant de la généralité de Limoges). *Œuvres*. — Nouvelle édition classée par ordre de matières avec la note de Dupont de Nemours. Paris, Guillaumin, 1844, 2 vol. in-4.
- VIOLLET. — *Précis de l'Histoire du Droit français*. Paris 1884, 1 vol in-8.
- VIOLLET. — *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*. Paris 1884, 1 vol. in-8. 2^e édition 1893, 3^e édition 1905.
- Almanachs royaux de 1724 à 1791.
- Bibliothèque Nationale Lf²⁴¹ et Lf²¹².

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	1
INTRODUCTION	3
CHAPITRE I. — LE BUREAU DES PÉAGES SOUS LOUIS XV	25
1. — Création, composition, but, compétence de ce bureau	25
2. — Marche des affaires devant le Bureau	38
3. — L'activité du Bureau des Péages.....	44
A. Vérificat. des titres et mesures pour en obtenir la production	46
B. Suppression de Péages pour défaut de production ou insuffisance de titres	50
C. Maintien des Péages	52
D. Exonération de certaines denrées.....	57
E. Liquidation et remboursement des Péages. Voies et moyens au point de vue financier.....	60
4. — Résultats statistiques de l'œuvre du Bureau des Péages sous Louis XV.....	77
CHAPITRE II. — LE BUREAU DES PÉAGES SOUS LOUIS XVI	
1. — Les réformes de Turgot	81
2. — La commission de classement et de suppression. L'arrêt du 15 août 1779.....	85
3. — Organisation et fonctionnement de la commission de 1779	90
A. Liquidation des Péages sous Louis XVI. Bases de cette liquidation.....	99
B. Exemples de Péages supprimés sous Louis XVI.	116

4. — Résultats de l'œuvre de la Commission des Péages de 1779 sous Louis XVI.....	119
CHAPITRE III. — LA RÉVOLUTION	127
CONCLUSION	136
BIBLIOGRAPHIE	141

